

## CHRONIQUE ‘AIDES D’ETAT’ / KRONIEK ‘STAATSSTEUN’

**Applications des règles sur les aides d’Etat dans des affaires concernant la Belgique (juridictions belges et européennes, Commission européenne)  
Années 2014, 2015 et 2016**

**Toepassing van de regels inzake staatssteun in zaken met betrekking tot België (Belgische en Europese rechtspraak, Europese Commissie)  
Jaren 2014, 2015 en 2016**

Jacques DERENNE & Wim VANDENBERGHE<sup>1</sup>

### Introduction

La recension des affaires « aides d’Etat » concernant la Belgique suit, comme pour les deux précédentes livraisons, une présentation thématique, par autorité compétente. La présente recension aborde tout d’abord les décisions juridictionnelles belges (énergie, transport, audiovisuel, banque, agriculture). Elle examine ensuite la pratique décisionnelle de la Commission (transport, agriculture, recherche et développement, audiovisuel, financier, restructuration, aide régionale, services d’intérêt économique et général et fiscalité). Enfin, deux arrêts de la Cour de justice de l’Union européenne concernant la Belgique seront examinés pour la période considérée.

La présente contribution s’efforcera de traiter les décisions des juridictions belges dans la langue dans laquelle

elles ont été rendues ainsi que les décisions de la Commission européenne dans la langue de la région qu’elles concernent plus particulièrement.

### Inleiding

Het overzicht ‘staatssteun’ inzake België volgt, net als de twee voorgaande edities, een thematische structuur per bevoegde autoriteit. Dit overzicht bespreekt allereerst de Belgische rechtspraak (energie, vervoer, audiovisuele, bankwezen, landbouw). Vervolgens komt de besluitvormingspraktijk van de Europese Commissie aan bod (vervoer, landbouw, onderzoek en ontwikkeling, financiële diensten, herstructurering, regionale steun, diensten van algemeen economisch belang en belastingen). Tenslotte worden twee arresten van het Hof van Justitie van de Europese Unie inzake Belgische staatssteun behandeld.

Deze bijdrage bespreekt de beslissingen van de hoven en rechtbanken in de taal waarin ze werden gewezen en de besluiten van de Europese Commissie in de taal van de betreffende regio.

1. Jacques Derenne est avocat aux barreaux de Bruxelles et de Paris, et professeur à l’Université de Liège et à la Brussels School of Competition; Wim Vandenberghe is advocaat bij de balie van Brussel. Ils sont partners de *Sheppard, Mullin, Richter & Hampton LLP*. Ils remercient pour leur assistance dans la réalisation de cet article: Joe Zeaiter; Ciara Barbu O’Connor; Laura Sente; Justine Radel; Francesca Martini et Emmanuel Hassan.

## 1. Juridictions belges / Belgische rechtspraak

### ENERGIE

*Cour constitutionnelle, arrêt n° 106/2014, 17 juillet 2014, Electrabel, EDF Luminus et EDF Belgium*

1. La Cour constitutionnelle a été saisie de trois recours en annulation partielle, introduits par Electrabel, EDF Luminus et EDF Belgium, contre la loi du 27 décembre 2012 portant modifications de la loi du 11 avril 2003 sur les provisions pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales<sup>2</sup>. Cette loi vise à promouvoir la transition vers des énergies renouvelables en instituant une contribution de répartition de base et une contribution de répartition complémentaire pour l'année 2012 pour éliminer les « super-profits » des producteurs nucléaires.

2. Les parties requérantes faisaient valoir la violation de plusieurs principes constitutionnels (égalité, non-discrimination, droit de propriété, non-rétroactivité, sécurité juridique et confiance légitime). La violation du droit de l'Union européenne était fondée sur le défaut de notification d'une aide d'Etat alléguée. La Cour rejette tous les moyens.

3. S'agissant du moyen tiré de l'octroi éventuel d'une aide illégale<sup>3</sup> résultant de la réduction des contributions de répartition, la Cour considère que les exploitants de centrales nucléaires ne se trouvent pas dans une situation comparable à celle des autres producteurs d'énergie. Les dispositions litigieuses ne sauraient donc remplir le critère de sélectivité pour constituer une aide d'Etat. En l'absence d'aide, le moyen est rejeté.

*Cour constitutionnelle, arrêt n° 114/2015 du 17 septembre 2015, SA Electrabel, la SA EDF Luminus et la SA EDF Belgium*

4. Les trois mêmes sociétés ont également contesté devant la Cour constitutionnelle la loi du 26 décembre 2013 « portant modifications de la loi du 11 avril 2003 sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales

2. Moniteur belge, 28 décembre 2012, quatrième édition, p. 88515.

3. Une aide « illégale » est une aide qui n'a pas été notifiée au préalable à la Commission européenne, en violation de l'article 108, paragraphe 3, TFUE (ou qui a été mise en œuvre, bien qu'ayant été notifiée, avant que la Commission européenne n'adopte une décision sur sa compatibilité avec le marché intérieur). Les juridictions nationales ne sont compétentes que pour connaître des aides « illégales » alors que la Commission est exclusivement compétente pour connaître de la compatibilité des aides avec le marché intérieur (règles de fond des aides d'Etat).

nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales »<sup>4</sup>.

5. Cette loi a établi pour l'année 2013 une contribution de répartition (contribution de répartition de base et contribution de répartition complémentaire), qui est calculée au pro rata des quotes-parts dans la production industrielle d'électricité par fission de combustible nucléaire de la dernière année civile écoulée. La contribution s'impose aux exploitants nucléaires et aux sociétés ayant une quote-part dans la production industrielle d'électricité à partir de la fission de combustible nucléaire.

6. Le législateur a justifié cette contribution par la nécessaire transition de la Belgique vers des énergies d'avenir moins émettrices de CO<sub>2</sub> et plus largement fondées sur les sources d'énergie renouvelable.

7. Les trois sociétés requérantes sont les seules sociétés qui ont été redevables de cette contribution pour l'année 2013. Elles ont notamment fait valoir que la contribution de répartition instituait une aide d'Etat illégale, en violation des articles 10 et 11 de la Constitution en combinaison avec les articles 107 et 108 TFUE. L'aide alléguée favoriserait les producteurs d'électricité à partir d'autres sources que la fission de combustible nucléaire, dans la mesure où ceux-ci sont exemptés de la contribution de répartition. En outre, selon Electrabel, la réduction dégressive de cette contribution constituerait une aide d'Etat au profit des exploitants nucléaires autres qu'elle-même.

8. La Cour juge que la mesure ne constitue pas une aide d'Etat, à défaut d'être sélective : elle ne concerne pas des situations comparables. Les producteurs nucléaires se trouvent dans une situation avantageuse au regard des autres producteurs d'électricité, car ils bénéficient de coûts de production exceptionnellement bas et de stabilité de la production. Mais, selon la Cour, il n'existe pas de discrimination entre la contribution de répartition de base et la contribution de répartition complémentaire. La différence est justifiée par les différents risques liés à la taille du parc de production et les coûts fixes de la production nucléaire. La Cour rejette donc les recours.

### TRANSPORT

*Conseil d'Etat, arrêt n° 233.059, du 27 novembre 2015, Brussels South Charleroi Airport c. Région wallonne*

9. La Région wallonne a octroyé une concession à Brussels South Charleroi Airport (BSCA), en lui faisant bénéficier d'un programme d'investissement pluriannuel pour

4. Moniteur belge, 31 décembre 2013, deuxième édition, p. 104033.



l'aéroport de Charleroi. En octobre 2014, la Commission a décidé que certaines mesures octroyées à BSCA par la Région wallonne et par la Société wallonne des aéroports, constituaient des aides d'Etat illégales (non notifiées) et incompatibles avec le marché intérieur. La Commission a donc exigé leur récupération (décision contestée par ailleurs par BSCA<sup>5</sup>).

10. En exécution de cette décision, la Région wallonne a mis BSCA en demeure de rembourser les aides en cause<sup>6</sup>. La requête en annulation de cette décision, introduite par BSCA, est rejetée par l'arrêt du 27 novembre 2015 du Conseil d'Etat. Celui-ci rejette également la demande de suspension de l'exécution de la décision contestée, pour défaut de compétence, ainsi que la requête d'intervention de Brussels Airport Company.

**Voorzitter Rechtbank van Koophandel Brussel, 23 april 2015, Ryanair Limited t. Brussels Airlines NV**

11. Deze zaak handelt over een geschil tussen Ryanair en Brussels Airlines. Middels een KB van 7 januari 2014 kreeg Brussels Airport Company een jaarlijkse toelage van €19 miljoen voor de jaren 2014, 2015 en 2016 voor beveiligingsinfrastructuur.<sup>7</sup> Ryanair was van mening dat deze toelage enkel en alleen werd gegeven nadat zij had aangekondigd vluchten te zullen aanbieden vanuit Brussels Airport en dat deze toelage eigenlijk staatssteun ten voordele van Brussels Airlines was. Ryanair meende daarenboven dat de Belgische regering deze kwalificatie als staatssteun probeerde te omzeilen door deze toelage ook aan twee andere vliegtuigmaatschappen te geven, namelijk Tui Airlines en Thomas Cook.

12. Ryanair legde dan ook op 2 januari 2014 klacht neer bij de Europese Commissie<sup>8</sup> en diende op 23 juni 2014 tevens een verzoek tot nietigverklaring van het KB in bij de Raad van State.<sup>9</sup> Ryanair diende ook een stakingsvordering in bij de voorzitter van de rechtbank van koop-

del te Brussel teneinde te horen vaststellen dat het om een verboden marktpraktijk gaat en bijgevolg een verbod op te leggen aan Brussels Airlines, Tui Airlines en Thomas Cook om de financiële middelen te gebruiken, zolang de Europese Commissie onderzoekt of het om staatssteun gaat.

13. De stakingsrechter verwierp de vordering van Ryanair dat het ontvangen en aanwenden van de niet-aangemelde staatssteun een met de eerlijke marktpraktijken strijdige daad in de zin van artikel VI.104 WER is.

14. Ten eerste stelde de stakingsrechter vast dat artikel 108, lid 3 VWEU geen grondslag kan bieden voor een stakingsvordering op grond van artikel VI.104 WER omdat de bepalingen een andere geadresseerde hebben. Artikel VI.104 WER richt zich tot ondernemingen, terwijl artikel 108, lid 3 VWEU enkel kan geschonden worden door een lidstaat. De verwerende partijen – zijnde ondernemingen – kunnen bijgevolg artikel 108, lid 3 VWEU niet schenden.

15. Ten tweede oordeelde de stakingsrechter dat de schending van artikel 108, lid 3 VWEU door het KB niet vaststaat, aangezien Ryanair zelf de wettigheid van het KB aanvecht bij de Raad van State.

16. Vervolgens stelde de stakingsrechter dat hij niet eens de staking kan bevelen. Het ging hier immers om een reeds opgehouden daad, terwijl een stakingsbevel enkel betrekking kan hebben op een oneerlijke praktijk die zich nog voordoet. De stakingsrechter zou in zo'n geval enkel kunnen tussenkomen indien er herhalingsgevaar is. Echter, dit was niet het geval in deze zaak. Immers, de verwerende partijen hadden zich ertoe verbonden de toelagen niet aan te wenden zolang de Europese Commissie geen uitspraak heeft gedaan en de Belgische Staat heeft eveneens de uitvoering van het KB geschorst en uiteindelijk ingetrokken.<sup>10</sup>

17. Tot slot bewees Ryanair niet dat het opnemen van de toelage in de jaarrekening een oneerlijke marktpraktijk is. Het gaat immers om een boekhoudkundig voorschrift waardoor de schending niet *de plano* vaststaat. Ryanair bewees volgens de stakingsrechter evenmin dat dit diens beroepsbelangen schaadt, aangezien dit voorschrift hoofdzakelijk de schuldeisers beoogt te beschermen.

5. Voir affaire T-818/04 devant le Tribunal de l'Union européenne.

6. Décision du 30 octobre 2014 de la Région wallonne prise à la suite de la décision de la Commission du 1<sup>er</sup> octobre 2014.

7. Koninklijk besluit van 7 januari 2014 tot toekenning van een toelage aan Brussels Airport Company, houder van de exploitatielicentie van de Luchthaven Brussel-Nationaal, voor de ondersteuning van infrastructuur inzake beveiliging, BS 23 april 2014.

8. Besluit van de Commissie van 1 oktober 2014 tot opening van de formele procedure in zaak SA.38105 betreffende een subsidie voor bepaalde op de luchthaven Brussel-Nationaal actieve luchtvaartmaatschappijen. Zie ook besluit van de Commissie van 18 Juli 2017 (negatieve beschikking zonder terugvordering).

9. Raad van State, zaak G/A 212.852/XV-2598.

10. Koninklijk besluit van 24 maart 2017 tot intrekking van het koninklijk besluit van 7 januari 2014 tot toekenning van een toelage aan Brussels Airport Company, houder van de exploitatielicentie van de luchthaven Brussel-Nationaal, voor de ondersteuning van infrastructuur inzake beveiliging, BS 24 maart 2017.

18. Ook de tegenvordering geformuleerd door Thomas Cook werd ongegrond verklaard. Thomas Cook was van mening dat Ryanair oneerlijke concurrentie beging door het niet terugbetalen van de staatssteun die zij gekregen had in Frankrijk en Duitsland, hoewel de Europese Commissie de terugbetaling van deze steun had bevolen. Thomas Cook vorderde bijgevolg de staking van alle vluchten van Ryanair vanuit Zaventem.

19. De stakingsrechter heeft deze vordering ongegrond verklaard om dezelfde reden als de vordering van Ryanair, namelijk omdat het gaat over een reeds opgehouden daad. Een stakingsbevel kan enkel betrekking hebben op de toekomst en mag er niet op gericht zijn om partijen te hers-tellen in hun vroegere toestand.

20. Het vonnis is bekritiseerbaar aangezien in navolging van het *SFEI* arrest van het Hof van Justitie,<sup>11</sup> de nationale rechter, in dit geval de stakingsrechter, zich moet uitspreken over de vraag of een maatregel al dan niet staatssteun uitmaakt en of artikel 108 (3) VWEU geschonden is. Het feit dat een procedure hangende is bij de Europese Commissie ontslaat de nationale rechter niet van deze verplichting. De nationale rechter mag zich dus niet onbevoegd verklaren of wachten tot de Commissie uitspraak heeft gedaan. Bovendien kan een concurrent voor de nationale rechter een vordering wegens oneerlijke concurrentie instellen, zoals Ryanair in dit geval had gedaan. Het Europees recht bevat evenwel geen grondslag voor het instellen van zo'n vordering tegen de begunstigde van niet aangemelde staatssteun. Een dergelijke vordering zou enkel mogelijk zijn in zoverre het nationaal recht de aanvaarding van zulke steun als een fout kwalificeert.

## SECTEUR AUDIOVISUEEL / AUDIOVISUELE SECTOR

### *Cour d'appel de Mons, 20 janvier 2014, Les journaux francophones e.a. c. RTBF*

21. En 1997, un décret instaure la Radio Télévision belge de la Communauté française (« RTBF »)<sup>12</sup> qui opère un service public de production et de diffusion de programmes radio et télévision au sein de la Communauté française de Belgique (abusivement appelée depuis quelque temps « Fédération Wallonie Bruxelles »). Différents contrats de gestion ont encadré les missions de service public de la RTBF.

11. Zaak C-39/94, *Syndicat français de l'Express international (SFEI) e.a. tegen La Poste e.a.*, EU:C:1996:285

12. Décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF), Moniteur belge du 28 août 1997, pp. 22018-22026, tel que modifié par décrets successifs.

22. Le décret de 1997 prévoit l'exercice de ces missions par le biais d'antennes hertziennes, satellites, câbles et par tous autres moyens. Le quatrième contrat de gestion de la RTBF, conclu le 21 décembre 2012, fait apparaître le service d'information par Internet et prévoit donc la création d'un site internet de la RTBF afin de continuer la promotion du service public par ce media. Ce site internet contient notamment des contenus audiovisuels mais également des articles écrits.

23. Les journaux francophones belges (« JFB ») ont considéré que cette activité de contenus écrits sur le site Internet de la RTBF allait au-delà de la mission de service public de la RTBF, créant une concurrence déloyale à leur égard. Les JFB font valoir à l'appui de leur position que la dotation publique accordée par la Communauté française constitue une aide contraire au droit européen. Elles ont déposé une action en cessation devant le président du tribunal de commerce de Charleroi ainsi que devant la Commission européenne. En décembre 2011, le président du tribunal de commerce de Charleroi a débouté les JFB<sup>13</sup>, en se déclarant incompétent pour connaître des demandes formées sur la base du droit européen dès lors que les aides en cause constituent des aides existantes (on sait que le juge national n'est compétent que pour connaître des aides « nouvelles » pourvu qu'elles soient illégales, c'est-à-dire non notifiées à la Commission européenne). Les JFB ont fait appel de cette décision devant la Cour d'appel de Mons.

24. La Cour d'appel de Mons rappelle que la notion de « service public » est évolutive et que la possibilité d'inclure, dans les missions de la RTBF, une activité d'information en ligne (sur Internet), reflète l'évolution technologique. Cette activité d'information en ligne rentre bien dans le champ des missions de service public de la RTBF.

25. S'agissant du moyen tenant à l'illégalité avec le droit des aides d'Etat des subventions accordées pour développer le site Internet, la Cour rappelle, en premier lieu, que seule la Commission peut se prononcer sur la compatibilité d'une aide avec le marché intérieur. Le juge national peut, quant à lui, se prononcer sur la légalité de l'aide (sa régularité procédurale). En effet, en l'absence de notification d'une aide « nouvelle » à la Commission, cette aide est automatiquement entachée d'illégalité.

26. Or, bien avant 1997, l'Institut National de Radio-diffusion (INR), institué en 1930, était chargé de la mission dévolue aujourd'hui notamment à la RTBF. Le cadre réglementaire de l'INR prévoyait déjà l'octroi d'une dotation publique pour l'exercice de ses missions. Par consé-

13. Jugement du président du tribunal de commerce de Charleroi du 30 décembre 2011, R.G. n° A/10/01837.



quent, la Cour d'appel estime que les subventions existent depuis 1930 et sont donc des aides « existantes ». Seule une modification substantielle d'une telle aide peut conduire à en créer une nouvelle, qui doit alors être notifiée à la Commission. En l'occurrence, le site Internet a été créé dans la continuité du service public : pour la Cour d'appel, il n'y a pas de modification substantielle. L'aide n'est pas « nouvelle ». Le juge national n'est donc pas compétent, l'aide en cause ne devant pas être notifiée vu son octroi précédant l'entrée en vigueur du traité de Rome en janvier 1958.

27. La Cour d'appel rejette donc l'appel des JFB en appliquant correctement les distinctions entre aides « existantes » et aides « nouvelles ».

28. Par ailleurs, en réponse à la plainte des mêmes JFB et en se saisissant plus largement de la question du financement de la RTBF (comme pour celui d'autres télévisions publiques examinées auparavant), la Commission européenne allait confirmer, en mai 2014, la qualification d'aides existantes et allait exiger de la Belgique que la Communauté française adapte les modalités du contrat de gestion pour conclure à sa compatibilité avec le marché intérieur<sup>14</sup> (voir l'examen de cette décision dans la section 2 du présent article).

*Conseil d'Etat, 26 juin 2015, Les journaux francophone belges, Rossel et Cie, IPM Group, Edition de l'Avenir, Sud Presse c. la Communauté française et la Radio télévision belge de la communauté française (R.T.B.F)*

29. En dépit des décisions négatives à leur rencontre du tribunal de commerce de Charleroi et de la Cour d'appel de Mons, les JFB ont également porté leur litige devant le Conseil d'Etat. Les requérantes contestaient cette fois la validité du contrat de gestion lui-même, en invoquant les mêmes moyens que dans les affaires précitées.

30. La question se posait de la compétence du Conseil d'Etat au regard du contrat de gestion qui lie la RTBF et la Communauté française. Le Conseil d'Etat considère que le contrat de gestion est différent d'un contrat de droit commun puisque ce contrat est en fait un règlement particulier qui ne s'applique qu'à la RTBF, en lui imposant des obligations ou des interdictions. Le Conseil d'Etat est donc compétent pour connaître du recours.

31. Les arguments tenant à la forme du contrat de gestion sont rejetés par le Conseil d'Etat.

32. Concernant l'application du droit des aides d'Etat au financement des services d'information en ligne de la RTBF, le Conseil d'Etat suit la décision de la Commission rendue sur cette affaire en mai 2014. Il s'agit d'une aide « existante » depuis 1930, soit avant l'entrée en vigueur du traité, qui ne peut être considérée comme aide « nouvelle » (de la compétence du juge national) que si une modification substantielle de l'aide survient. En l'espèce, élargir l'information par l'interface Internet reste dans le champ des missions de service public de la RTBF et ne modifie pas en substance l'aide. Le contrat de gestion organisant l'utilisation de ressources étatiques, notamment pour le site internet de la RTBF, ne contient donc pas d'aide nouvelle, ni d'aide illégale.

## SECTEUR BANCAIRE / BANKSECTOR

*Cour constitutionnelle, arrêt n° 15/2015 du 5 février 2015, Banque Nationale de Belgique*

33. Par trois différents arrêts<sup>15</sup>, le Conseil d'Etat a posé plusieurs questions préjudicielles à la Cour constitutionnelle concernant l'article 36/24 de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique. Ces questions portent notamment sur la violation éventuelle du principe d'égalité des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les règles sur les aides d'Etat, par le pouvoir donné au Roi par cette disposition de mettre en place un système d'octroi de garantie d'Etat aux associés personnes physiques des sociétés coopératives et non pas aux sociétés non coopératives, ni à toute autre société du secteur financier, ni aux organismes de financement de pensions et aux communes associées au sein du Holding communal.

34. Les faits en cause touchent à des recours en annulation introduits par plusieurs personnes privées contre deux arrêtés royaux : le premier (du 10 octobre 2011), étendant le régime de garantie d'Etat relative aux crédits octroyés pour promouvoir la stabilité financière aux sociétés coopératives agréées et le second (du 7 novembre 2011), instituant la protection du capital de la SCRL Arcopar, Arcofin, Arcoplus. Selon ces recours, ces dispositions créent une discrimination entre actionnaires privés des coopératives et les autres actionnaires des secteurs proches.

35. Ce qui est en cause est le traitement réservé aux associés des coopératives agréées, traitement égal aux déposants d'établissements de crédit, mais sans justification plausible.

14. Décision de la Commission du 7 mai 2014, aide d'Etat SA.32635 (2012/E) – Financement de la RTBF.

15. Arrêt n° 222.969 du 25 mars 2013 (Paul Vervloet et autres c. Etat belge), arrêt n° 226.095 du 15 janvier 2014 (Ogeo Fund c. Etat belge) et arrêt n° 226.096 du 15 janvier 2014 (Frédéric Ensich Famenne c. Etat belge).

36. Les faits pertinents de ce litige doivent être replacés dans le contexte de la crise financière de l'époque qui requerrait des mesures destinées à préserver la confiance envers le système financier. À cet égard, le Roi avait le pouvoir de prendre des règlements complémentaires et donc le pouvoir, via des arrêtés royaux, de créer un fonds spécial de protection des dépôts et des assurances sur la vie. Ce type de produit prenait la forme d'un contrat d'assurance considéré comme substituable aux produits d'épargne classique (ceux des établissements de crédit). La justification de l'octroi d'une garantie aux coopératives proches du secteur financier se situe donc dans la similarité de ce régime de garantie avec celui adopté pour les produits d'épargne.

37. Par conséquent, la loi 36/24 qui autorise les coopératives agréées actives dans le secteur financier à prendre part au fonds spécial de garantie doit être située dans ce contexte de crise financière. C'est dans le même contexte qu'est adopté l'arrêté royal du 7 novembre 2011 qui protège le capital de Arcopar, Arcofin, Arcoplus.

38. La mesure a été notifiée à la Commission à l'époque mais la Commission a décidé d'initier la procédure formelle d'examen pour finalement conclure, en 2014, à l'illegalité (la mesure avait été mise en œuvre entre-temps) et à l'incompatibilité du régime de garantie en cause avec le marché intérieur<sup>16</sup>.

39. Selon la Commission, la mesure est sélective (seule Arco est bénéficiaire) et prévoit un traitement différent réservé aux autres coopératives agréées non financières. En outre, les contributions qui alimentent le fonds spécial doivent être considérées comme des ressources d'Etat. La mesure fause la concurrence (Arco n'a pas subi de sorties de capitaux) et affecte les échanges entre Etats membres, étant donné le grand nombre de fournisseurs de produits d'investissement sur le marché.

40. La décision de la Commission fait l'objet de recours en annulation devant le Tribunal de l'Union européenne<sup>17</sup>. De son côté, la Cour constitutionnelle, saisie entre-temps, a renvoyé à la Cour de justice une série de questions préjudicielles<sup>18</sup> demandant :

1. si la directive 94/19/CE relative au système de garantie des dépôts, la Charte des droits fondamentaux de l'UE

et le principe d'égalité, doivent être interprétés en ce que les Etats membres sont tenus de garantir les parts des coopératives agréées du secteur financier de même manière que les dépôts, ainsi que de garantir les associés personnes physiques ;

2. si la décision sur l'aide est compatible avec les articles 107 et 296 du TFUE étant donné qu'elle qualifie le système de garantie comme aide nouvelle ;
3. si la réponse à la question deux est négative, la question est de savoir si le système de garantie constitue une aide qui doit être notifiée ;
4. si, par contre, la réponse à la question deux est positive, la question est de savoir si la décision est compatible avec l'article 108, paragraphe 3, TFUE que l'aide ait été mise en œuvre avant le 3 mars 2011 ou le 1 avril 2011 ou qu'elle ait été mise en œuvre à une date postérieure ;
5. si l'article 108, paragraphe 3, TFUE interdit d'adopter une mesure (le cas de celle de la loi 36/24) mise à exécution mais non notifiée ;
6. si l'article 108, paragraphe, 3 TFEU interdit d'adopter une mesure (le cas de celle de la loi 36/24) sans notification préalable à la Commission si la mesure en question participe d'une aide mais non encore mise à exécution.

41. A la suite de l'arrêt du 21 décembre 2016 de la Cour de justice, la Cour constitutionnelle<sup>19</sup> a jugé que l'article 36/24 de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique violait les articles 10 et 11 de la Constitution en ce que le Roi peut mettre en place un système d'octroi de la garantie de l'Etat pour le remboursement aux associés personnes physiques de leur part du capital des sociétés coopératives.

#### LANDBOUWSECTOR / SECTEUR AGRICOLE

*Hof van Cassatie, 26 december 2014, H.V.D.B t. Vlaams Gewest*

42. Het Hof van Cassatie moest zich in deze zaak uitspreken over een geschil tussen landbouwers en het Vlaamse Gewest in het kader van de dioxinecrisis.<sup>20</sup> Om de landbouwers tegemoet te komen voor de schade die zij geleden hadden ten gevolge van de dioxinecrisis nam de Belgische Staat een wet aan in 1999 op basis waarvan landbouwers steun konden krijgen voor de schade ten gevolge van deze dioxinecrisis.<sup>21</sup> Echter, om deze vergoeding te krijgen, moesten de landbouwers verzaken aan elke vordering tegen de Staat omwille van schade die ontstaan

16. Décision de la Commission du 3 juillet 2014 concernant l'aide d'État SA.33927 (12/C) (ex 11/NN) mise à exécution par la Belgique – Régime de garantie protégeant les participations des associés personnes physiques de coopératives financières, JO L 284 du 30.9.2014, pp. 53–75..

17. Affaire T-664/14. Belgique c. Commission et affaire et T-711/14. Arcofin e.a. c. Commission (affaires non encore jugées – octobre 2017).

18. Voir l'affaire C-76/15, examinée dans la section 3 ci-après.

19. Arrêt n° 70/2017 du 15 juin 2017.

20. Hof van Cassatie 26 december 2014, nr. C.12.0203.N, H.V.D.B tegen Vlaams Gewest.

21. Wet betreffende steunmaatregelen ten gunste van landbouwbedrijven getroffen door de dioxinecrisis van 3 december 1999, BS 11 december 1999.



was door de dioxinecrisis en moesten zij instemmen met een voorstel tot steun.

43. De eisende partij H.V.D.B. voerde zes middelen aan tegen het arrest van het hof van beroep te Brussel van 28 november 2011,<sup>22</sup> dat de vordering van eiser onontvankelijk had verklaard. Het hof was van oordeel dat de Staat het toekennen en uitkeren van steun afhankelijk mag stellen van het verzaken aan vorderingen tot schadevergoeding omwille van de dioxinecrisis en dat de Staat rechtsgeldig een dading had gesloten met de begunstigden.

44. In een eerste middel stelde eiser dat het helemaal niet om een dading ging. Het Hof van Cassatie heeft dit middel niet aanvaard omdat eiser niet aantoonde welk constitutief onderdeel van een dading zou ontbreken.

45. Ten tweede voerde eiser aan dat zijn verzaking aan elke vordering tot schadevergoeding tegen de Staat ten gevolge van de dioxinecrisis geen verzaking inhoudt van zijn vordering tot een juiste toepassing van de wet en het bijhorende KB.<sup>23</sup> Het Hof van Cassatie verwierp ook dit middel door te oordelen dat *“verzaking aan elke vordering tegen de Staat omwille van schade geleden ten gevolge van de dioxinecrisis, (...) ook meebrengt dat de aanvrager het bedrag van de steun die hem door de Staat werd aangeboden niet meer kan betwisten.”*<sup>24</sup>

46. Vervolgens riep eiser in dat de voorwaarde vervat in artikel 10 van het KB inzake de vereiste van schriftelijke instemming of aanvaarding voor de toekenning van de steun niet voortvloeit uit artikel 7 of enige andere bepaling van de wet. Ook dit middel werd niet aanvaard door het Hof van Cassatie dat stelde dat het KB geen voorwaarde oplegt die niet terug gevonden kan worden in artikel 7 van de wet.

47. In het derde en vijfde middel haalde eiser aan dat de toegang tot de rechter werd beperkt. Het recht op toegang tot de rechter zou enerzijds worden beperkt als de verzaking aan een vordering tot schadevergoeding tegen de Staat ook een verzaking zou inhouden een vordering tot juiste toepassing van de wet in te stellen. Anderzijds zou dit recht volgens eiser worden beperkt door het vereiste van schriftelijke instemming of aanvaarding van het voorstel van scha-

devergoeding. Het Hof van Cassatie is echter van oordeel dat de toegang tot de rechter in geen van beide gevallen wordt beperkt en verwierp bijgevolg het middel.

48. In een laatste middel beweerde eiser dat het hof van beroep de bewijskracht van de aanvullende en synthesebesluiten van 14 juli 2009 heeft miskend door te besluiten dat eisers het voorstel tot schadevergoeding hebben ondertekend, hoewel eiser dit laatste betwist. Ook dit middel werd niet weerhouden door het Hof van Cassatie. Het Hof was van mening dat de bewijskracht niet is miskend, aangezien het arrest van het hof van beroep in haar arrest uitleg geeft over later neergelegde aanvullende en synthesebesluiten, namelijk deze van 20 april 2011.

49. Het Hof van Cassatie aanvaardde bijgevolg geen enkel van de ingeroepen middelen van eiser en verwierp het cassatieberoep.

## 2. Décisions de la Commission européenne / Beslissingen van de Europese Commissie

50. La Commission européenne a adopté, pendant la période considérée, toute une série de décisions dans des secteurs variés que l'on abordera selon le classement suivant :

- secteur du transport
- secteur agricole
- recherche et le développement
- secteur de l'audiovisuel
- secteur financier
- restructuration d'entreprise
- aide régionale
- services d'intérêt économique et générale (SIEG)
- secteur fiscal

## TRANSPORT

### *Financiering van de weginfrastructuur in de omgeving van een vastgoedproject (Uplace)*

51. Na een klacht van de stad Leuven, onderzocht de Europese Commissie of de overheidsfinanciering voor weginfrastructuur in het gebied Vilvoorde-Machelen onrechtmatige staatssteun uitmaakt ten voordele van Uplace, een vastgoedgroep actief in de bouw van winkelcentra en bedrijventerreinen.

52. In haar beslissing,<sup>25</sup> kwam de Commissie tot het besluit dat de overheidsfinanciering geen staatssteun

22. Hof van beroep Brussel 28 november 2011, nr. 2008/AR/2807, *M.M. tegen Vlaams Gewest, Belgische Staat en Belgisch Interventie- en Restitutiebureau*.

23. Koninklijk besluit betreffende de nadere regels voor de toekenning van vergoedingen in uitvoering van de wet van 3 december 1999 betreffende steunmaatregelen ten gunste van landbouwbedrijven getroffen door de dioxinecrisis van 24 december 1999, BS 30 december 1999.

24. Hof van Cassatie 26 december 2014, nr. C.12.0203.N, *H.V.D.B tegen Vlaams Gewest*, par. 4358.

25. Besluit van de Commissie van 8 januari 2016 betreffende steunmaatregel SA.36019.

is gelet op de algemene aard van de weginfrastructuur hetgeen Uplace geen exclusief voordeel verschaft.

53. De kernvraag was of de subsidiëring van de kost van de verbindings- en ontsluitingswegen, die nodig zijn voor de aansluiting van het winkelcomplex op het openbare wegennet, een voordeel uitmaakte voor Uplace.

54. De Commissie verwees eerst en vooral naar het *Leipzig-Halle* arrest van het Gerecht van de Europese Unie om te stellen dat de bouw van infrastructuur die commercieel zal worden geëxploiteerd een economische activiteit vormt.<sup>26</sup> Vervolgens legde ze uit dat de bouw en het ter beschikking stellen van goede en veilige wegverbindingen die niet commercieel worden geëxploiteerd, maar die vrij en op niet-discriminerende wijze door de samenleving in haar geheel worden gebruikt, tot de overheidstaken van de Staat behoren en daarom uitgesloten zijn van de staatssteunregels.

55. Vervolgens stelde de Commissie dat de infrastructuurwerken in het Uplace-project het openbare wegennet betreffen, met name verbindingen tussen de projectsite en het openbare wegennet. Die verbindingen en dat wegennet zijn voor iedereen vrij toegankelijk en worden dus niet commercieel geëxploiteerd.

56. Deze vaststelling had normaal gezien moeten volstaan voor de Commissie om te oordelen dat de staatssteunregels niet van toepassing zijn, gelet op de *Leipzig-Halle* rechtspraak.

57. Evenwel analyseerde de Commissie nog andere aspecten van het project teneinde na te gaan of er eventueel sprake is van een selectief voordeel met betrekking tot de met staatsmiddelen gerealiseerde en gefinancierde infrastructuurwerken die niet commercieel worden geëxploiteerd.

58. Hiervan kan sprake zijn in twee gevallen, aldus de Commissie. Ten eerste, wanneer projectontwikkelaars, volgens de toepasselijke rechtsregels, een deel van de kosten voor de algemene wegenwerken moeten dragen, kan er sprake zijn van een selectief voordeel indien de ontwikkelaar minder betaalt dan wettelijk vereist is. Ten tweede, indien de infrastructuur niet van algemene aard is, maar slechts één of een beperkt aantal vooraf geïdentificeerde ondernemingen ten goede komt, en als ze zodanig op hun behoeften is toegesneden (m.a.w. op maat ontwikkeld is)

26. Gevoegde zaken T-443/08 en T-455/08, *Mitteldeutsche Flughafen AG en Flughafen Leipzig Halle GmbH/Commissie*, EU:T:2011:117; in hogere voorziening bevestigd door het Hof van Justitie in zaak C-288/11 P, *Mitteldeutsche Flughafen AG en Flughafen Leipzig-Halle GmbH/Commissie*, EU:C:2012:821.

dat de onderneming(en) de kosten ervan normalerwijze zelf had(den) moeten dragen, kan er sprake zijn van een selectief voordeel.<sup>27</sup>

59. De Commissie maakte hierbij nog een verder onderscheid tussen hetgeen door de overheid werd gefinancierd en hetgeen door Uplace werd betaald.

60. De kost van de “project-specifieke” infrastructuur werd volledig door Uplace betaald. Uplace betaalde ook voor de aanleg en de herinrichting van infrastructuur vanaf de grens van de projectzone tot de aansluiting op de gewestweg. Dit is in overeenstemming met het “Realisatieconvenant Mobiliteit” en de standaardpraktijk dat projectontwikkelaars de kosten dragen van de werken vanaf de projectzone tot de openbare weg. Bijgevolg was er geen voordeel dat met staatsmiddelen is bekostigd.

61. Wat betreft de financiering van wegenwerken in de omgeving van Uplace (met uitzondering van de project-specifieke werken), constateerde de Commissie dat deze wegenwerken wel gebruik maken van staatsmiddelen. Het Vlaamse Gewest financiert de aanleg van de gewestwegen immers en de gemeente Machelen betaalt de gemeentewegen. Deze werken worden echter uitgevoerd op het publieke domein buiten de grenzen van het Uplace project, zijn vrij toegankelijk en dienen doelstellingen van algemeen belang. De infrastructuur is niet uitsluitend voor Uplace ontworpen – en komt niet uitsluitend Uplace ten goede. Er is dus geen selectief economisch voordeel aan Uplace nu de werken van algemene aard zijn.

62. Op de basis van deze overwegingen besluit de Commissie dat niet voldaan is aan de cumulatieve voorwaarden voor staatssteun in de zin van artikel 107, lid 1 VWEU en dat de infrastructuurwerken voor Uplace geen staatssteun uitmaken.

#### *Vermeende onrechtmatige steun aan concessiehouders in de haven van Antwerpen*

63. De Europese Commissie heeft een diepgaand onderzoek opgestart naar de vraag of de haven van Antwerpen de staatssteunregels heeft overtreden door het verminderen van een boete verschuldigd door twee containerterminal operatoren.<sup>28</sup>

27. Dit concept van ‘ontwikkeling op maat’ werd door de Commissie voor het eerst onderzocht in de zogenaamde *English Partnerships* zaak (Beschikking 2000/389/EG van de Commissie van 22 december 1999 betreffende steunmaatregel C 39/99 (ex E 2/97) van het Verenigd Koninkrijk – English Partnerships (EP), PB L 145 van 20.06.2000, blz. 27-35).

28. Besluit van de Commissie van 15 januari 2016 betreffende steunmaatregel SA.35905.



64. Aan de orde is de vraag of PSA Antwerp NV en Antwerp Gateway NV een onrechtmatig voordeel over hun concurrenten hebben verkregen als gevolg van de herziening van de minimum tonnageverplichtingen door de havenautoriteit.

65. De haven van Antwerpen wordt beheerd door het Gemeentelijk Havenbedrijf Antwerpen (GHA), een overheidsinstantie die volledig in handen is van de stad Antwerpen. Het GHA stelt gronden ter beschikking van ondernemingen die op basis van concessieovereenkomsten activiteiten ontplooiën in het havengebied.

66. De concessieovereenkomsten met PSA Antwerp en Antwerp Gateway werden in 2004 afgesloten en dit voor een periode van 42 jaar. Deze overeenkomsten bevatten tonnageverplichtingen voor containeroverslag. De vereiste tonnages werden evenwel niet behaald door PSA Antwerp en Antwerp Gateway in de periode 2009-2012. In dergelijk geval zijn zij normaal gezien contractueel verplicht om vergoedingen aan het GHA te betalen wegens het niet nakomen van concessievoorwaarden. Het GHA heeft deze vergoedingen evenwel niet geïnd, en heeft in 2013 een besluit genomen om met terugwerkende kracht de tonnageverplichtingen voor de periode 2009-2012 aan te passen. Als gevolg daarvan werd de verschuldigde vergoeding aanzienlijk verlaagd (met ongeveer 80%).

67. De Commissie opende een onderzoek nadat concurrerend havenbedrijf Katoen Natie een klacht had ingediend aangezien PSA Antwerp en Antwerp Galaxy staatssteun zouden hebben ontvangen gelijk aan de verlaging van het bedrag van de door hen contractueel verplichte tonnagevergoeding.

68. Op basis van de EU-staatssteunregels kunnen overheidsinterventies ten gunste van bedrijven als vrij van staatssteun worden beschouwd wanneer ze plaatsvinden in omstandigheden die een particuliere marktdeelnemer onder marktvoorwaarden zou hebben aanvaard (beginsel van de particuliere investeerder in een markteconomie). De kernvraag is dus of een particuliere investeerder zou hebben ingestemd met een soortgelijke verlaging van de minimum tonnageverplichtingen (en bijgevolg van de verschuldigde boete). De Commissie betwijfelt of het GHA als een particuliere marktdeelnemer heeft gehandeld aangezien deze altijd streeft naar zo veel mogelijk winst (en dus geen 80% verlaging zou toestaan) en evenmin 4 jaar zou wachten om de verschuldigde vergoeding (retroactief) aan te passen. De argumenten van de economische crisis in 2009 en andere niet-economische belangen (bv. duurzame werkgelegenheid; optimaal gebruik van concessiegebied; mobiliteit) veranderen hier niets aan, aldus de Commissie.

69. De Commissie betwijfelt eveneens of de steunmaatregel als verenigbaar kan worden verklaard met de interne markt op basis van één van de uitzonderingsgronden uit artikel 107, leden 2 en 3 VWEU. De Commissie meent immers dat de maatregelen genomen door het GHA de lasten verlichten die normaal door PSA Antwerp en Antwerp Gateway moeten worden gedragen en dus exploitatiesteun vormen. Dergelijke steun is niet verenigbaar met de interne markt omdat hij er niet toe strekt de ontwikkeling van bepaalde vormen van economische bedrijvigheid of van bepaalde regionale economieën te vergemakkelijken die wel een mogelijke uitzonderingsgrond vormt. Bijgevolg opende de Commissie een diepgaand onderzoek.

### Belastingregime van de Belgische havens

70. Op 8 juli 2016 besloot de Europese Commissie een diepgaand onderzoek te starten naar het belastingregime voor de Belgische havens.<sup>29</sup> De Commissie had reeds in 2014 haar bezorgdheden geuit over het belastingregime in België en een voorstel gedaan om dit regime in regel te brengen met de staatssteunregels. België kon zich echter niet vinden in dit voorstel, voornamelijk wat betreft de door de Commissie opgelegde timing. Aangezien België het voorstel niet aanvaardde, startte de Commissie een diepgaand onderzoek op grond van artikel 108 (2) VWEU.

71. De Commissie wil verder onderzoeken of het belastingregime waaronder de havens als publieke ondernemingen vallen staatssteun uitmaakt, aangezien zij omwille van een verschillende heffingsgrondslag en belastingtarief minder belasting betalen dan privéondernemingen. Op grond van artikel 180, punt 2 van het Wetboek van Inkomstenbelasting zijn de Belgische havens immers niet onderworpen aan de vennootschapsbelasting, maar aan de rechtspersonenbelasting, welke lager is dan de vennootschapsbelasting.

72. Opdat er sprake is van staatssteun moeten er enkele voorwaarden cumulatief voldaan zijn. Vooreerst moet de steun gegeven worden aan ondernemingen. De Commissie was van mening dat naast de activiteiten die de havens verrichten in hun hoedanigheid van overheid, zoals de veiligheid, de verkeersleiding, de politie en douane, zij ook economische activiteiten verrichten. Bijgevolg kwalificeerde zij havens als ondernemingen.

73. Vervolgens moet het ook gaan om het gebruik van staatsmiddelen en de toerekenbaarheid van de steun aan de

29. Besluit van de Commissie van 8 juli 2016 tot opening van de formele procedure in zaak SA.38393 betreffende het belastingregime in de Belgische havens, PB C 302 van 19.8.2016, blz. 5–22.

Staat. Beide voorwaarden zijn volgens de Europese Commissie vervuld. Het feit dat de havens niet onderworpen zijn aan de vennootschapsbelasting, maar aan de lagere rechtspersonenbelasting, vormt een verlies van belastinginkomsten voor de Staat en is bijgevolg een overdracht van staatsmiddelen. Dit is ook toerekenbaar aan de Staat, aangezien het belastingregime vervat is in de Belgische wetgeving.

74. Om te kwalificeren als staatssteun moet de steun bovendien een financieel voordeel inhouden voor de begunstigden. De Europese Commissie meende dat ook dit criterium is vervuld aangezien de havens geen vennootschapsbelasting moeten betalen, maar enkel de lagere rechtspersonenbelasting. Het financieel voordeel is dus het verschil tussen beide soorten belastingen.

75. Daarnaast moet het ook gaan om een selectief voordeel. In het kader van belastingregimes wil dit zeggen dat het gaat om een afwijking van de referentieregeling die niet gerechtvaardigd kan worden door de aard en de opzet van het stelsel. De Europese Commissie oordeelde dat de vrijstelling van de vennootschapsbelasting niet gerechtvaardigd kan worden door het feit dat de onderneming tot een bepaalde categorie van ondernemingen behoort en ook enkele overheidstaken uitvoert. Bijgevolg ging het om een selectief voordeel.

76. Tot slot moeten de steunmaatregelen de mededinging (dreigen te) vervalsen en het handelsverkeer ongunstig beïnvloeden opdat de maatregel gezien wordt als staatssteun. Doordat de havens minder belast worden dan onder het normale vennootschapsbelastingstelsel wordt de concurrentiepositie van de havens versterkt, de mededinging vervalst en het handelsverkeer beïnvloedt.

77. De Europese Commissie was daarom van oordeel dat het gaat om staatssteun in de zin van artikel 107, lid 1 VWEU, welke niet verenigbaar is met de interne markt, noch op grond van artikel 107, leden 2 en 3 VWEU, noch op grond van artikel 93 VWEU, noch op grond van artikel 106, lid 2 VWEU. De Commissie is het wel eens met de Belgische Staat dat het gaat om een bestaande steunregeling, aangezien de vrijstelling van vennootschapsbelasting reeds van toepassing was voor de inwerkingtreding van het Verdrag van Rome in 1958.

78. Verschillende havens hebben een beroep tot vernietiging ingesteld tegen deze beslissing van de Europese Commissie doch het Gerecht oordeelde terecht dat dit beroep onontvankelijk is aangezien de beslissing van de Commissie van 8 juli 2016 geen handeling is waartegen

een beroep kan worden ingesteld op basis van artikel 263 VWEU.<sup>30</sup>

#### **Steunregeling ten gunste van vervoerswijzen die een alternatief bieden voor het wegvervoer voor de periode 2014-2020**

79. België introduceerde de laatste jaren enkele staatssteunmaatregelen voor de transportsector. De Europese Commissie keurde vooreerst de verlenging goed van de steunregeling ten gunste van vervoerswijzen die een alternatief bieden voor het wegvervoer voor de periode 2014-2020.<sup>31</sup> Dit betrof een steunregeling van 2008 ten gunste van ondernemingen die investeerden in vervoerswijzen die een alternatief boden voor het wegvervoer en die milieubescherming nastreefden. De steun bestond uit twee maatregelen in de vorm van directe subsidies, namelijk een premie voor investeringen voor overslag en een premie voor containervervoer over binnenwateren. De Commissie was van oordeel dat deze maatregelen staatssteun zijn in de zin van artikel 107, lid 1 VWEU.<sup>32</sup> Na beoordeling van de maatregel uitte de Commissie evenwel geen bezwaren tegen de verlening van de steunregeling en was zij van mening dat de subsidies verenigbaar zijn met de interne markt overeenkomstig artikel 93 VWEU.

#### **Federale programma voor steun aan gecombineerd (intermodale transporteenheden) en verspreid goederenverkeer per spoor voor 2014**

80. In een andere zaak over het goederenvervoer per spoor heeft de Europese Commissie op 7 oktober 2014 het federale programma voor steun aan gecombineerd en verspreid goederenverkeer per spoor voor 2014 verenigbaar verklaard met de interne markt.<sup>33</sup> Dit federale programma is een verlenging met één jaar van de steunregeling voor gecombineerd vervoer ter “bevordering van gecombineerd vervoer per spoor van intermodale transporteenheden”, welke een steunregeling is die de Commissie initieel goe-

30. Zaak T-438/15, *Port autonome du Centre et de l'Ouest SCRL, port autonome de Namur, port autonome de Charleroi en la Région Wallonne tegen de Europese Commissie*, EU:T:2016:142; zaak T-116/16, *Port autonome du Centre et de l'Ouest SCRL, port autonome de Namur, port autonome de Charleroi, port autonome de Liège en la Région Wallonne tegen de Europese Commissie*, EU:T:2016:656.

31. Besluit van de Commissie van 4 februari 2014 betreffende steunmaatregel SA.37293.

32. Besluit van de Commissie van 4 februari 2014 betreffende steunmaatregel SA.37293, punten 16-20.

33. Besluit van de Commissie van 7 oktober 2014 betreffende steunmaatregel SA.38611.



dkeurde in 2005,<sup>34</sup> en verlengd heeft in 2009.<sup>35</sup> De steunregeling omvat enerzijds steun voor gecombineerd vervoer voor intermodale transporteenheden per spoor, en anderzijds steun voor verspreid vervoer, en wordt toegekend aan de betrokkenen in de vorm van rechtstreekse subsidies. De Commissie was van oordeel dat aan alle voorwaarden was voldaan om te kunnen spreken van staatssteun in de zin van artikel 107, lid 1 VWEU, maar oordeelde eveneens dat de staatssteunregeling verenigbaar was met de interne markt overeenkomstig artikel 93 VWEU.<sup>36</sup> Desondanks stelde de Commissie vast dat de steunregeling illegaal was, aangezien België hem reeds voor de aanmelding ervan had ingevoerd. Deze vaststelling bleef evenwel zonder gevolg.<sup>37</sup>

#### **Verlenging met twee jaar van de hierboven beschreven staatssteunmaatregel ter bevordering van gecombineerd (intermodale transporteenheden) en verspreid goederenvervoer per spoor**

81. Op 4 april 2015 werd door België opnieuw een verlenging met twee jaar aangemeld bij de Europese Commissie van de hierboven beschreven staatssteunregeling ter bevordering van gecombineerd (intermodale transporteenheden) en verspreid goederenvervoer per spoor.<sup>38</sup> Het idee achter deze verlenging is, net zoals bij de reeds eerdere verlengingen, om de ondernemingen geleidelijk aan voor te bereiden op een situatie zonder overheidssteun. Ook in dit geval oordeelde de Commissie dat het ging om staatssteun in de zin van artikel 107, lid 1 VWEU<sup>39</sup> en dat de maatregel verenigbaar was met de interne markt op grond van artikel 93 VWEU.<sup>40</sup>

#### **Verlenging van een volledige vrijstelling van de sociale basiswerkgeversbijdragen en een gedeeltelijke vrijstelling van de sociale werknemersbijdragen voor zeevarenden die aan boord van een schip werken**

82. In de sector van het maritiem vervoer en de maritieme baggerwerken heeft de Europese Commissie een verlenging van een steunmaatregel goedgekeurd op grond waarvan er een volledige vrijstelling van de sociale basiswerkgeversbijdragen is en een gedeeltelijke vrijstelling

van de sociale werknemersbijdragen voor zeevarenden die aan boord van een schip werken.<sup>41</sup> Volgens de Commissie gaat het effectief om staatssteun, aangezien de vrijstelling een selectieve vermindering inhoudt van de overheidsinkomsten ten voordele van deze twee sectoren waardoor de concurrentie wordt vervalst en het handelsverkeer potentieel ongunstig beïnvloed wordt.<sup>42</sup> Echter, op grond van artikel 107, lid 3, sub c) VWEU en de EU-richtsnoeren betreffende staatssteun voor het zeevervoer<sup>43</sup> oordeelde de Commissie dat de betrokken maatregel verenigbaar is met de interne markt.

#### **Steunmaatregel voor het intermodaal vervoer via de binnenwateren in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de periode 2016-2020**

83. De Europese Commissie verklaarde op 14 september 2015 een steunmaatregel verenigbaar met de interne markt voor het intermodaal vervoer via de binnenwateren in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de periode 2016-2020.<sup>44</sup> Het gaat om een subsidie voor vervoersondernemingen waardoor een deel van de kosten voor de overslag op de binnenvaartterminal betaald wordt door de Belgische Staat om eveneens een verschuiving teweeg te brengen van het wegvervoer naar de binnenvaart. De Commissie onderzocht, na te hebben vastgesteld dat het effectief een staatssteunmaatregel is, of de maatregel verenigbaar was met de interne markt volgens de voorwaarden van artikel 93 VWEU.<sup>45</sup> Zij kwam tot het besluit dat de maatregel inderdaad verenigbaar is met de interne markt, aangezien aan al deze voorwaarden voldaan was.

#### **Verlenging van steunmaatregelen ten gunste van de koopvaardijvloot en aan de bagger- en sleepvaartsector**

84. Op 16 maart 2016 verklaarde de Europese Commissie de verlenging van steunmaatregelen aan de koopvaardijvloot en aan de bagger- en sleepvaartsector verenigbaar met de interne markt.<sup>46</sup> De aangemelde maatregel hield in dat werkgevers in de koopvaardij-, de bagger- en de sleepvaartsector geen bedrijfsvoorheffing moeten betalen, terwijl zij die normaal gezien verschuldigd zijn uit hoofde van bezoldigingen aan werknemers. Ook in deze zaak was

34. Bestluit van de Commissie van 5 juli 2005 betreffende steunmaatregel N 249/2004.

35. Besluit van de Commissie van 10 maart 2009 betreffende steunmaatregel SA 26942.

36. Besluit van de Commissie van 7 oktober 2014 betreffende steunmaatregel SA.38611, punt 80.

37. Besluit van de Commissie van 7 oktober 2014 betreffende steunmaatregel SA.38611, punt 36.

38. Besluit van de Commissie van 9 juli 2015 betreffende steunmaatregel SA.41472.

39. Besluit van de Commissie van 9 juli 2015 betreffende steunmaatregel SA.41472, punt 37.

40. Besluit van de Commissie van 9 juli 2015 betreffende steunmaatregel SA.41472, punt 81.

41. Besluit van de Commissie van 14 september 2015 betreffende steunmaatregel SA.38336.

42. Besluit van de Commissie van 14 september 2015 betreffende steunmaatregel SA.38336, punt 34.

43. Mededeling van de Commissie – Communautaire richtsnoeren betreffende staatssteun voor het zeevervoer, *PB.C.* 17 januari 2004, afl. 3, 3.

44. Besluit van de Commissie van 14 september 2015 betreffende steunmaatregel SA.42388.

45. Besluit van de Commissie van 14 september 2015 betreffende steunmaatregel SA.42388, punten 42 en volgende.

46. Besluit van de Commissie van 16 maart 2016 betreffende steunmaatregel SA.43117.

de Commissie van oordeel dat het ging om staatssteun aangezien het om een vermindering van de overheidsinkomsten ten voordele van deze sectoren gaat die de concurrentie dreigt te vervalsen en het handelsverkeer tussen de lidstaten ongunstig kan beïnvloeden.<sup>47</sup> Vervolgens ging de Commissie na of deze staatssteunmaatregel verenigbaar was met de interne markt op basis van artikel 107, lid 3, sub c) VWEU. Hiervoor ging zij na of de toepassingsvoorwaarden van de richtsnoeren betreffende staatssteun voor het zeevervoer voldaan waren, wat het geval bleek te zijn.<sup>48</sup>

## LANDBOUWSECTOR EN GEASSIMILEERD / SECTEUR AGRICOLE ET ASSIMILE

### *Misbruik van steun voor visserij*

85. Op 16 december 2003 keurde de Commissie een steunregeling goed in het kader waarvan werd voorzien in een jaarlijkse betaling van ongeveer € 2 miljoen staatssteun aan de Stichting Duurzame Visserij Ontwikkeling (“SDVO”), een non-profit organisatie die de duurzame ontwikkeling van de visserij in België tot doel heeft.<sup>49</sup>

86. De Commissie oordeelde toen dat de staatssteunregeling verenigbaar was met de interne markt omdat – in overeenstemming met de Richtsnoeren voor het onderzoek van de steunmaatregelen van de staten in de visserij- en aquacultuursector<sup>50</sup> – verkoopbevorderende maatregelen waarbij naar de geografische oorsprong van de producten werd verwezen, van de aangemelde regeling waren uitgesloten en ook uitgaven in het kader van het normale productieproces waren uitgesloten. Verder had de regeling tot doel om maatregelen op korte termijn te steunen die het algemene belang dienen en stroken met de maatregelen die zijn vermeld in artikel 15 van Verordening (EG) nr. 2792/1999 van de Raad van 17 december 1999 tot vaststelling van de uitvoeringsbepalingen en voorwaarden voor de structurele acties van de Gemeenschap in de visserijsector.<sup>51</sup>

87. Er werd evenwel een klacht door een mosselkweker ingediend waarin de SDVO beticht werd om commerciële activiteiten uit te oefenen en daarbij gebruik maakte van het overheidsgeld.

88. Daarop heeft de Commissie een onderzoek ingeleid naar mogelijks misbruik van steun ex artikel 108, lid 2 VWEU.<sup>52</sup>

89. In haar besluit van 27 januari 2015 komt de Commissie tot de conclusie dat een deel van de verleende steun wel degelijk misbruikt werd.<sup>53</sup>

90. Drie door de SDVO uitgevoerde projecten werden door de Commissie betwist en tonen aan dat de SDVO niet handelde in overeenstemming met haar statuten (en dus met de in 2003 goedgekeurde staatssteunregeling) en commerciële langetermijnactiviteiten op het oog had eerder dan proefprojecten van korte duur gericht op het algemeen belang (zijnde duurzame ontwikkeling van het visserijbestand).

91. Allereerst neemt de Commissie het door de SDVO opgezette mosselproject in het vizier. Dit werd aangemeld als een kortetermijnproject waarin enkele modelmosselkooien zouden worden opgesteld om na te gaan of het project economisch haalbaar was. In de praktijk werd echter een jarenlange uitgebreide promotiecampagne gevoerd en in plaats van op afzetbevordering van mosselen in het algemeen te zijn gericht, was het promotiemateriaal opgebouwd rond een specifieke handelsnaam (Flanders Queen Mussel), was het gericht op een specifieke onderneming (de SDVO) en bevatte het tal van verwijzingen naar de geografische oorsprong van de mosselen (Vlaanderen) hetgeen in strijd was met de aangemelde regeling alsook met Visserijrichtsnoeren 2001. Bovendien is de SDVO een langetermijninvestering aangegaan door het mosselproject uit te breiden en daarvoor 87 extra kooien aan te kopen en te exploiteren (eerst via een dochteronderneming genaamd “cvba Schelpdier en Vis” en vervolgens werden de kooien verhuurd en diensten aangeboden aan de coöperatieve vennootschap “Vlaamse Schelpdier- en Viscoöperatie”). De Commissie merkte hierbij op dat “*de oprichting van een commerciële dochteronderneming voor de exploitatie van het mosselproject lijkt te bevestigen dat de SDVO inderdaad niet echt de bedoeling had om de resultaten eenvoudigweg te leveren ten bate van de sector*”, en dat de SDVO eerder als een concurrent leek op te treden, “*dan als een entiteit die een experiment uitvoert*”.<sup>54</sup>

92. Ten tweede vindt de Commissie dat het zoeken van nieuwe schelpdierbestanden buiten de taakstelling van de SDVO valt zoals opgelijst in haar statuten, met name het nemen van controle- en instandhoudingsmaatregelen. Het opsporen van nieuwe schelpdierbestanden op het Belgisch continentaal plat is immers gericht op commerciële exploi-

47. Besluit van de Commissie van 9 juli 2015 betreffende steunmaatregel SA.41472, punten 23-24.

48. Mededeling C(2004) 43 van de Commissie – Communautaire richtsnoeren betreffende staatssteun voor het zeevervoer, PB.C. 17 januari 2004, afl. 3, 3. Besluit van de Commissie van 9 juli 2015 betreffende steunmaatregel SA.41472, punt 39.

49. Besluit van de Commissie van 16 december 2003 betreffende steunmaatregel N 274/2003.

50. PB C 19 van 20.1.2001, blz. 1. .

51. PB L 337 van 30.12.1999, blz. 10.

52. PB C 149 van 20.5.2011, blz. 10.

53. Besluit van de Commissie van 27 januari 2015 betreffende steunmaatregel SA.26547.

54. Ibid., paras 53 resp. 57.



tatie (en een toename van de visserij-intensiteit) en behoort tot de activiteiten die normaal door particuliere ondernemingen worden ondernomen.

93. Ten derde is er nog de promotiecampagne ‘Dagverse vis’ die door de SDVO werd gelanceerd. Hoewel die campagne werd aangepast, werd door de Belgische/Vlaamse kustvloot gevangen vis aangeprezen in contrast met door buitenlandse vaartuigen gevangen vis. Ook dit is in strijd met het hierboven vermelde verbod op het verwijzen naar de geografische oorsprong van producten.

94. De Commissie oordeelde bijgevolg dat de SDVO de steun in het kader van deze projecten heeft misbruikt en dat ze dient teruggevorderd te worden.

95. Inmiddels had België in 2013 een verlenging aangevraagd van de bovenvermelde steunmaatregel die in 2003 was goedgekeurd. De gefinancierde maatregelen zouden dezelfde blijven doch een statutenwijziging zou de SDVO moeten toelaten om in het buitenland ook kantoren op te richten ter promotie van de Belgische visserijsector. Deze verlenging werd door de Commissie goedgekeurd middels besluit van 26 juni 2015.<sup>55</sup> Aangezien de Commissie enkele maanden voordien geoordeeld had dat de SDVO de in 2003 goedgekeurde steun had misbruikt, werd deze goedkeuringsbeslissing aangegaan onder de voorwaarde dat de overheid geen steun zou uitbetalen aan de SDVO zolang deze laatste de misbruikte steun niet heeft terugbetaald.<sup>56</sup> De SDVO is ondertussen in vereffening gegaan.

#### *Verhuizing omwille van milieuredenen*

96. Een Gents bedrijf was gevestigd in een ecologisch waardevol vogelgebied en juist naast woongebied. Bovendien was het bedrijf (verfproducent) een zogenaamd ‘Seveso II’ bedrijf. Een zwaar milieuongeval vond plaats op de site met bodemvervuiling tot gevolg. Dit alles leidde de lokale en regionale autoriteiten ertoe om het gebied te herbestemmen en de milieuvergunning voor het bedrijf niet langer te verlengen. Daarbij wilden ze het verbod (deels) vergoeden voor de verhuizing van de fabriek.

97. Het hoeft geen betoog dat deze ad hoc steun ten belope van € 3,3 miljoen als een selectief voordeel moet worden beschouwd. Aangezien de steun werd toegekend om milieuredenen, toetste de Commissie het aan de Richtsnoeren Milieusteun uit 2008 die een specifiek onderdeel

bevatten voor steun ten behoeve van bedrijfsverplaatsingen.<sup>57</sup>

98. De Commissie stelde allereerst vast dat de verhuizing was ingegeven door milieu- en preventieoverwegingen gelet op de aanwezigheid van gevaarlijke stoffen op het bedrijfsterrein in de nabijheid van woongebied en beschermde natuurlijke habitats. Ook aan de vereisten inzake steunintensiteit en de in aanmerking komende kosten was voldaan. De Commissie besloot dan ook om het steunbedrag goed te keuren.<sup>58</sup>

#### *Promotiefonds Visserij en aquacultuur – Verplichte bijdrage aan Promotiefonds “Visserij en Aquacultuur”*

99. Het Vlaams Centrum voor Agro- en Visserijmarketing (“VLAM”) is een privaatrechtelijk extern verzelfstandigd agentschap met het statuut van een vzw. Haar doelstelling is in essentie promotie voeren voor hoofdzakelijk primaire producten uit Vlaanderen, bijvoorbeeld aardappelen, brood, zuivel, fruit, vlees en vis. Er zijn zowel binnenlandse campagnes (bv. onder de slogan ‘Lekker van bij ons’) als buitenlandse teneinde de afzet van de producten te vergroten. Daartoe ontvangt het VLAM subsidies van de Vlaamse overheid. Het VLAM genereert ook zelf middelen via de zogenaamde sectorale promotiefonds die samenvallen met veertien sector- of productgroepen en samengesteld zijn uit leden van de representatieve organisaties van de betrokken sector.

100. Elke sectorgroep stelt de bijdrage vast die voor elk(e) product(groep) moet worden betaald en bepaalt hoe de beschikbare middelen worden besteed. Er zijn verschillende maatstaven om de bijdrage vast te stellen, bijvoorbeeld, het omzetcijfer of hoeveel hectare grond bewerkt wordt. Afhankelijk van de sector, is de bijdrage tot het betreffende promotiefonds verplicht of vrij. Elke bijdrage komt uitsluitend ten goede aan het betrokken fonds, zonder naar de begroting van de Vlaamse overheid te gaan. Ook de beslissing over de uitgaven worden uitsluitend door de sectorgroepen zelf genomen. Het VLAM fungeert hierbij als expertisecentrum dat een kader biedt voor de professionele ondersteuning van de door de fondsen opgezette initiatieven.

55. Besluit van de Commissie van 26 juni 2015 betreffende steunmaatregel SA.38092.

56. Dit is in overeenstemming met de *Deggendorf* rechtspraak (Zaak T-244/93 en zaak T-486/93, *TWD Deggendorf tegen Commissie*, EU:T:1995:160, r.o. 56).

57. Punt 3.1.11 van de Communautaire richtsnoeren inzake staatssteun voor milieubescherming. Noteer dat de nieuwe richtsnoeren inzake staatssteun ten behoeve van milieubescherming en energie (2014-2020) tevens soortgelijke bepalingen bevatten (zie PB C 200 van 28.6.2014, blz. 1-55, punt 3.11). De Commissie past de 2008 richtsnoeren toe op deze maatregel in plaats van de 2014-2020 richtsnoeren omdat deze laatste pas van toepassing zijn met ingang van 1 juli 2014.

58. Besluit van de Commissie van 11 juni 2014 betreffende steunmaatregel SA.38495.

101. Eén van de promotiefondsen heeft betrekking op producten uit de visserij en aquacultuur. De sector besliste om de bijdrage aan het promotiefonds verplicht te maken en vervolgens werd dit door de Vlaamse Regering algemeen bindend verklaard voor iedereen die in de visserijsector actief is. Dit besluit werd bij de Commissie aangemeld.

102. Aangezien de middelen afkomstig zijn van de bijdragen die zijn vastgesteld en betaald door de marktdeelnemers in de visserijsector, rees de vraag of de bijdragen wel als staatsmiddelen kunnen worden beschouwd, hetgeen één van de vereisten is om onder artikel 107, lid 1 VWEU te vallen.

103. Volgens vaste rechtspraak van het Hof van Justitie zijn verplichte bijdragen die door een intermediaire instantie worden geïnd geen staatsmiddelen indien:<sup>59</sup>

- de betrokken maatregel is ingesteld door de beroepsorganisatie die de ondernemingen en de werknemers van een bedrijfssector vertegenwoordigt, en niet dient als instrument voor de uitvoering van een door de Staat vastgesteld beleid;
- de acties in het kader van de betrokken maatregel volledig worden gefinancierd met de bijdragen van de ondernemingen van de sector;
- de wijze van financiering en het percentage of bedrag van de bijdragen vastgesteld worden zonder enige interventie van de Staat;
- de bijdragen worden verplicht aangewend voor de financiering van de maatregel, zonder dat de Staat de mogelijkheid heeft om in te grijpen.

104. De Commissie besloot dat aan bovenstaande voorwaarden is voldaan. Het feit dat de Vlaamse Regering de bijdrage algemeen verbindend heeft verklaard deed hieraan niets af.<sup>60</sup>

105. Bijgevolg voldeed de steunmaatregel dus niet aan de voorwaarden om als staatssteun in de zin van artikel 107, lid 1 VWEU te worden aangemerkt.<sup>61</sup>

#### *Methode voor garantierekening*

106. Financiële instrumenten zoals leningen en garanties zijn gebruikelijke manieren om staatssteun te verlenen. Het is daarom van belang om te weten hoe het staatssteun-gedeelte van leningen en garanties moet worden berekend. Garanties worden vaak aan bedrijven

toegekend die geld willen lenen maar daarin niet slagen omdat, bijvoorbeeld, de rentevoet te hoog is. Vaak zijn dit KMO-bedrijven die geen kredietrating of een bewezen track record hebben. Garanties stellen hen dan in staat om tegen een lagere rentevoet te lenen of tegen voordeliger voorwaarden.

107. België meldde een berekeningsmethode aan voor de staatssteunintensiteit van garanties die door het Vlaams Landbouwinvesteringsfonds zouden worden toegekend aan KMOs actief in de land- en tuinbouwsector in Vlaanderen. De aanmelding gebeurde op basis van de Groepsvrijstellingsverordening voor landbouw.<sup>62</sup> De aanmelding heeft uitsluitend betrekking op de methode voor de berekening van de steunintensiteit van de garanties en dus niet op de steunverlening in de vorm van garanties zelf. De garanties dienen voor de dekking van limitatief opgesomde investeringskredieten. Garanties kunnen niet worden toegekend voor reeds aangegane financiële verbintenissen en ondernemingen in financiële moeilijkheden zijn ervan uitgesloten, hetgeen een standaard uitzondering is voor de meeste staatssteunmaatregelen.

108. De Commissie onderzocht of de aangemelde berekeningsmethode voor deze garanties in de land- en tuinbouwsector voldeed aan de voorschriften van de algemene Garantiemededeling.<sup>63</sup>

109. De berekeningsmethode voor de garantierekening berust in essentie op het vaststellen van het subsidie-equivalent van een garantie in geld, door de premie die feitelijk voor de garantie in rekening is gebracht, te vergelijken met de theoretische marktprijsconforme premie. De theoretische marktprijsconforme premie moet de normale aan de garantie verbonden risico's dekken (bv. wanbetaling), alsook de beheers- en kapitaalkosten. Voor elk van deze parameters van de marktpremie stelde de Belgische overheid bepaalde bedragen en percentages voor waarmee de Commissie akkoord ging (bv. wanbetalingspercentage van 1%; maximaal 0,1% voor beheerskosten). Om tot het steunbestanddeel van de garantie te komen, wordt de theoretische premie vergeleken met de daadwerkelijk in rekening gebrachte premie. Daartoe

59. Zaak C-345/02, *Pearle BV*, EU:C:2004:448, r.o. 36-39.

60. Dit is in lijn met het arrest in zaak C-677/11, *Doux Elevage*, EU:C:2013:348, r.o. 41.

61. Besluit van de Commissie van 28 mei 2015 betreffende steunmaatregel SA.39652.

62. Artikel 5, lid 2, onder c) ii) van de Verordening (EU) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandsgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard, PB L 193 van 1.7.2014, blz. 1.

63. Mededeling van de Commissie betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun in de vorm van garanties, PB C 155 van 20.6.2008, blz. 10.



stelde de Belgische overheid een gedetailleerde formule voor.

110. Bij beslissing van 9 juni 2015 oordeelde de Commissie dat de berekeningsmethode voor het staatssteunbestaand in de garanties aan Vlaamse land- en tuinbouwbedrijven in overeenstemming was met de Garantiededeling.<sup>64</sup>

### *Belastingverlaging voor koolzaadolie*

111. In juni 2005 had België een steunregeling aangemeld waarbij een verlaging van het accijnstarief wordt verleend voor bepaalde hoeveelheden biobrandstoffen die afkomstig zijn van goedgekeurde productie-eenheden. Deze steunmaatregel werd door de Europese Commissie goedgekeurd en had aanvankelijk een looptijd van zes jaar.<sup>65</sup>

112. In september 2012 vroeg België aan de Commissie om de accijnsverlaging voor bio-ethanol en biodiesel met twaalf maanden te verlengen. Gedurende die periode zou de steun vervolgens uitgefaseerd worden, zodat de maatregel per 30 september 2014 helemaal uitgedoofd is. Deze regeling kreeg het fiat van de Commissie.<sup>66</sup>

113. Voor koolzaadolie werd evenwel een verderzetting van de steunmaatregel voor zes jaar verzocht en bekomen middels Commissie beslissing van 5 februari 2014.<sup>67</sup> In lijn met haar beslissing uit 2005 besloot de Commissie dat de vrijstelling van accijnzen op de verkoop van koolzaadolie voor motorbrandstof als staatssteun in de zin van artikel 107, lid 1 VWEU moest worden aangemerkt. De maatregel houdt immers een vermindering van belastinginkomsten in voor de Staat enerzijds en bevoordeelt koolzaadolie producten (landbouwbedrijven) anderzijds terwijl biobrandstoffen op grote schaal tussen Lidstaten worden verhandeld.

114. Vervolgens ging de Commissie na of de steun als verenigbaar met de interne markt kan worden beschouwd. Daarbij toetste ze de maatregel aan zowel de (toen van toepassing zijnde) richtsnoeren inzake landbouwsteun als deze inzake milieusteun.<sup>68</sup> Daarbij merkte de Commis-

sie op dat koolzaadolie als duurzame biobrandstof past binnen de Europese doelstellingen inzake hernieuwbare energie.<sup>69</sup> De accijnsverlaging is als exploitatiesteun voor de opwekking van energie uit hernieuwbare bronnen gerechtvaardigd om het verschil tussen de productiekosten van koolzaadolie en de marktprijs van de betrokken energie (motorbrandstof) te dekken. Tot slot merkte de Commissie ook op dat de maatregel strookt met de richtlijn energiebelasting die voorziet dat Lidstaten belastingvrijstellingen kunnen toekennen voor energieproducten (in casu motorbrandstof) indien voldaan is aan bepaalde voorwaarden, waaronder een maximale vrijstellingsduurtijd van tien jaar.<sup>70</sup>

### *Aanpassing van de bijdragen aan het Fonds voor de gezondheid van dieren, vastgesteld voor de sector pluimvee*

115. Op 14 maart 2014 maakte de Europese Commissie bekend dat zij geen bezwaren had tegen de steunmaatregel die erin bestond de bijdragen aan het Fonds voor de gezondheid van dieren, vastgesteld voor de sector pluimvee, aan te passen.<sup>71</sup> België wenste met deze aanpassing enerzijds de steunmaatregel te verlengen tot 31 december 2020 en anderzijds de begroting van het Fonds te verruimen door de verplichte bijdragen te verhogen.

116. In haar eerdere beslissing SA.27368 besloot de Europese Commissie dat niet aan de voorwaarden van het *Pearle*-arrest was voldaan, aangezien de opbrengsten van de parafiscale heffingen wel degelijk staatsmiddelen waren. In de huidige zaak meende de Europese Commissie dat de verhoging van de begroting geen afbreuk doet aan haar eerdere beslissing dat de maatregel staatssteun uitmaakt in de zin van artikel 107, lid 1 VWEU.<sup>72</sup> Aangezien de aanpassing van de staatssteunmaatregel enkel de duurtijd en de begroting betreft, is de Europese Commissie tevens van mening dat dit haar beoordeling omtrent de verenigbaarheid met de interne markt niet beïnvloed. Bijgevolg is de maatregel verenigbaar met de interne markt op grond van artikel 107, lid 3, sub c) VWEU en de communautaire

64. Besluit van de Commissie van 9 juni 2015 in de zaak SA.40037 betreffende de steunmaatregel SA.40037 en de methode garantierekening.

65. Steunmaatregel N 334/2005 die goedgekeurd werd bij besluit van de Commissie van 23 december 2005.

66. Besluit van de Commissie van 16 oktober 2013 betreffende steunmaatregel SA.35073 (zie bespreking hiervan in: J. Derenne en J. Blockx, "Chronique 'Aides d'Etat'", TBM/RCB 2014-4, p. 327-328).

67. Besluit van de Commissie van 5 februari 2014 betreffende steunmaatregel SA.34370.

68. Communautaire richtsnoeren voor staatssteun in de landbouw- en de bosbouwsector 2007-2013, PB C 319 van

27.12.2006; Communautaire richtsnoeren inzake staatssteun voor milieubescherming, PB C 82 van 1.4.2008.

69. Richtlijn 2009/28/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen, PB L 140 van 5.6.2009, blz. 16.

70. Richtlijn 2003/96/EG van de Raad van 27 oktober 2003 tot herstructurering van de communautaire regeling voor de belasting van energieproducten en elektriciteit, PB L 283 van 30.10.2003, blz. 51.

71. Besluit van de Commissie van 14 maart 2014 betreffende steunmaatregel SA.37414.

72. Besluit van de Commissie van 14 maart 2014 betreffende steunmaatregel SA.37414, punt 16 – 20.

richtsnoeren voor staatssteun in de landbouw- en de bosbouwsector 2007 – 2013<sup>73,74</sup>

## RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT / ONDERZOEK EN ONTWIKKELING

### Secteur aéronautique – prolongation d'un régime d'aide en faveur de projets de R&D

117. Cette procédure concerne une prolongation d'un régime d'aide compatible en faveur de projets de recherche et développement (R&D) dans le domaine aéronautique en Belgique<sup>75</sup>.

118. La Commission a adopté, en décembre 2013, une communication annonçant la prolongation de l'application de l'encadrement communautaire des aides d'Etat à la recherche, au développement et à l'innovation jusqu'au 30 juin 2014 (avant l'adoption du nouvel encadrement européen). Suite à l'adoption de cette communication, les autorités belges ont notifié à la Commission, en mars 2014, une demande de prolongation dudit régime jusqu'au 30 juin 2014, celui-ci devant prendre fin le 31 décembre 2013. Ce régime avait pour bénéficiaires les entreprises de toute taille et dans tout secteur sur le territoire belge, hormis les entreprises en difficulté au sens des lignes directrices concernant les aides au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté.

119. Par une décision du 19 mai 2015<sup>76</sup>, la Commission approuve la prolongation du régime d'aide de 2009.

120. Les éléments essentiels du régime sont les suivants.

- les activités admissibles concernent les seuls projets de recherche industrielle<sup>77</sup> ou de développement expé-

mental<sup>78</sup>, y compris création de prototypes et de projets pilotes commercialement exploitables.

- les moyens d'intervention consistent en des avances remboursables ou des subsides remboursables (à taux d'intérêt 0%), les entreprises bénéficiaires pouvant choisir l'un ou l'autre des moyens.
- l'intensité de base des aides varient en fonction du moyen d'intervention sollicité et de la catégorie de R&D visée.
- des primes diverses, notamment en faveur des petites et moyennes entreprises et des projets collaboratifs de R&D, sont prévues pour les deux moyens d'intervention.
- s'agissant des effets incitatifs, la Commission a tenu compte de l'augmentation de la taille des projets, de l'accroissement de leur portée, de l'accélération du rythme des projets, de la croissance des montants affectés à la recherche et développement et à l'innovation ainsi que de la présence de retombées (« *spillovers* ») intersectorielles pour les projets dépassant une certaine taille critique.

### Réduction du taux d'imposition – dispense partielle du précompte professionnel en faveur de la R&D

121. La Commission a adopté une décision en 2015<sup>79</sup> s'agissant des modalités d'exécution d'un régime d'aide qui avait été approuvé en 2006.

122. En décembre 2005, les autorités belges avaient notifié à la Commission un régime d'aide prévoyant la mise en place de trois mesures spécifiques visant à réduire le coût du personnel scientifique en Belgique grâce à une dispense de reverser une partie du précompte professionnel sur les rémunérations : (i) la dispense pour l'emploi de chercheurs affectés à des projets de recherche menés en partenariat avec des établissements d'enseignement supérieur (ci-après « Mesure 1 ») établis dans l'Espace économique européen ; (ii) la dispense pour l'emploi de chercheurs possédant certains diplômes scientifiques (ci-après « Mesure 2 ») ; et (iii) la dispense en faveur des « *Young Innovative Companies* »<sup>80</sup> (ci-après « Mesure 3 »).

73. Communautaire richtsnoeren voor staatssteun in de landbouw- en bosbouwsector 2007-2013, PB C 319 van 27 december 2006.

74. Besluit van de Commissie van 14 maart 2014 betreffende steunmaatregel SA.37414, punt 27.

75. Décision de la Commission du 15 mai 2009, NN 21/2009 – ex N641/2008, Fédérale Steunmaatregel 'Luchtvaart 2008-2013' – Mesure d'aide fédérale 'Aéronautique 2008-2013'.

76. Décision de la Commission du 19 mai 2014 dans l'affaire SA.38496 (2014/N) – Belgique. Prolongation du régime d'aide 'Aéronautique 2008-2013' (NN 21/2009 ex N641/2008).

77. La recherche industrielle est définie comme la recherche planifiée ou des enquêtes critiques visant à acquérir de nouvelles connaissances et aptitudes en vue de mettre au point de nouveaux produits, procédés ou services, ou d'entraîner une amélioration notable de produits, procédés ou services existants.

78. Le développement expérimental est défini comme l'acquisition, l'association, la mise en forme et l'utilisation de connaissances et de techniques scientifiques, technologiques, commerciales et autres existantes en vue de produire des projets, des dispositifs ou des dessins pour la conception de produits, de procédés ou de services nouveaux, modifiés ou améliorés.

79. Décision de la Commission du 23 janvier 2015, SA.20326 (mesures de dispense partielle de précompte professionnel en faveur de la R&D).

80. Cette entreprise possède les caractéristiques suivantes : petite société ; fondée depuis moins de dix ans, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'attribution de la dispense de versement du précompte professionnel ; non créée dans le cadre d'une concentration, d'une restructuration, d'une extension d'activité préexistante ou d'une reprise de telles activités ; ayant effectué des dépenses de recherche et développement



123. La Commission avait approuvé ce régime en 2006<sup>81</sup>. Les Mesures 1 et 2 ont été qualifiée de mesures générales et donc ne constituaient pas des aides, au contraire de la Mesure 3, celle-ci constituant un avantage sélectif dans la mesure où elle ne visait que les entreprises répondant à la définition de « *Young Innovative Company* ». Dans le cadre de son examen de compatibilité, la Commission a noté que cette définition s'inscrivait dans la définition européenne de la petite et moyenne entreprise et que la Mesure 3 visait à encourager les activités de R&D. Cette mesure ne concernait que le développement préconcurrentiel et la dispense de précompte professionnel était nettement inférieure au taux d'intensité maximum autorisé pour cette catégorie de R&D.

124. La Commission a toutefois précisé dans sa décision que les autorités belges s'engageaient à modifier la législation nationale afin d'intégrer explicitement les définitions des différentes catégories de R&D éligibles pour une exemption fiscale sur la base des règles européennes relatives aux aides d'Etat à la recherche, au développement, et à l'innovation.

125. A la suite de contrôles depuis 2011, il est apparu que les définitions des catégories R&D n'avaient été intégrées dans la législation nationale qu'en 2013, alors que la Mesure 3 était en vigueur depuis sept ans. Les autorités belges avaient aussi omis de notifier des modifications apportées au régime, en particulier l'augmentation des réductions fiscales et la prolongation tacite du régime à compter de juillet 2011, celui-ci étant initialement prévu pour une période de cinq ans. Enfin, les autorités n'avaient pas suffisamment compilé d'informations relatives aux aides versées dans le cadre du monitoring obligatoire. La Commission a donc décidé d'initier la procédure formelle d'examen en 2013, tout en précisant que l'examen de comptabilité devait être réalisé sur la base de l'encadrement communautaire des aides d'Etat à la recherche, au développement et à l'innovation de 2006, notamment les dispositions relatives aux aides en faveur des projets de R&D (point 5.1).

126. Cet examen par la Commission a révélé qu'une large partie des entreprises ont bénéficié d'aides inférieures au seuil de 200.000 euros par période de trois ans sur l'ensemble de la période en cause (aides *de minimis*). La Commission considère que le régime en question a respecté les dispositions relatives aux aides en faveur des projets de R&D : les projets de R&D menés sur la période analysée s'inscrivaient dans l'une des trois catégories prévues par l'encadrement ; les taux d'exonération constatés

étaient inférieurs aux taux d'intensité maximums stipulés dans celui-ci ; et, enfin, les types de personnels ciblés pour bénéficier de la dispense correspondaient aux catégories de personnel visées par ledit encadrement pour la prise en compte des coûts admissibles. Par ailleurs, s'agissant des aides accordées après juillet 2014, la Commission a précisé que le régime pouvait bénéficier de l'exemption offerte par le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité à la condition que ses dispositions soient respectées. La mesure de dispense partielle de précompte professionnel en faveur des « *Young Innovative Companies* » a donc été déclarée compatible avec le marché intérieur jusqu'à la fin du mois de juin 2014.

## SECTEUR AUDIOVISUEL / AUDIOVISUELE SECTOR

### Fonds FWB-RTBF pour les séries belges

127. En 2014, la Commission a validé la mise en place d'une aide à l'égard des producteurs audiovisuels indépendants<sup>82</sup>. Il s'agit d'un régime promouvant la création de séries belges qui ont une proximité avec la culture belge francophone, assurant la mise en valeur du patrimoine belge. L'aide est accordée par le biais d'un fonds alimenté par la Communauté française et la RTBF.

128. Le comité de sélection de ce fonds valide les projets présentés par les producteurs qui demandent ainsi à bénéficier d'une aide pour écrire, développer et / ou produire la série. Seuls les projets ayant un intérêt pour la culture belge francophone sont retenus. Cette aide est donc sélective et il y a bien un transfert de ressources de la part de la Communauté française. La qualification d'aide est donc confirmée.

129. La Commission déclare l'aide est compatible avec le marché intérieur sur le fondement de l'exemption visant à promouvoir les productions cinématographiques et audiovisuelles, les conditions de compatibilité étant précisées par la communication cinéma de 2013<sup>83</sup>.

130. Seuls les projets ayant un caractère réellement culturel peuvent être approuvés. C'est bien le cas de l'aide puisque chaque demande individuelle sera étudiée par le comité de sélection sur la base de critères de sélection. L'intensité de l'aide ne dépasse 50% sauf en cas « d'œuvres difficiles ». L'aide visent toute la chaîne cinématographique (écriture, développement, distribution et promotion de l'œuvre). Enfin, l'aide est attribuée de manière transpa-

d'un montant d'au moins 15% du montant total des frais de la période imposable précédente.

81. Décision du 4 juillet 2006, N 649/2005 – Belgique. Mesures de dispense partielle de précompte professionnel en faveur de la R&D.

82. Décision de la Commission du 17 mars 2014, SA.37479.

83. Communication de la Commission sur les aides d'Etat en faveur des œuvres cinématographiques et autres œuvres audiovisuelles, JO C 332 du 15.11.2013, p. 1.

rente, les autorités belges publiant toutes les informations relatives aux aides accordées sur ce régime.

### Financement de la Radio-Télévision belge francophone (Communauté française)

131. Toujours dans la saga des Journaux francophones belges contre la RTBF, en parallèle à leur action en cessation devant le président du tribunal de commerce de Charleroi (voir section 1 plus haut), les JFB ont déposé plainte devant la Commission européenne en février 2011. Elles ont fait valoir que l'activité de presse en ligne de la RTBF dépassait ses missions de service public, en conséquence de quoi la dotation publique pour la RTBF s'agissant de cette activité serait contraire au droit des aides d'Etat.

132. En examinant cette plainte, la Commission européenne s'est en fait prononcée sur l'intégralité du financement accordé par l'Etat belge (Communauté française à la RTBF), comme elle l'avait fait s'agissant de nombreux autres radiotélédiffuseurs publics dans l'Union européenne. La Commission a confirmé que le financement public constitue une aide « existante » mais compatible sous réserve de la mise en place d'engagements par la Belgique.

133. La Commission relève l'évolution du régime de dotation publique depuis 1930 et conclut que tous les modes de financement de la RTBF (financement public annuel, garantie de l'Etat, exonération des spectres de fréquence) existaient depuis 1930 et n'ont pas subi de modification faisant apparaître une aide « nouvelle ».

134. Dans le cadre de son examen de la compatibilité de l'aide existante au regard de la communication de la Commission sur la radiodiffusion, la Commission a exprimé des doutes quant à la définition du mandat clair et précis, au contrôle de ce même mandat, et à la proportionnalité de l'aide. Elle a donc demandé à la Communauté française de revoir ces différents points afin de rendre compatible cette aide.

135. En considérant la plainte des JFB, la Commission rappelle qu'elle n'émet des décisions sur les aides existantes que pour le futur – la mission de service public englobant bien l'information par le biais d'un site internet, mission existante depuis 1930 – sans modification substantielle du régime.

### Wijziging van het Mediafonds en het Filmfonds

136. De Vlaamse subsidieregeling ter ondersteuning van film- en audiovisuele producties werd voor de eerste maal

goedgekeurd door de Commissie in 2002 en vervolgens herhaaldelijk verlengd en aangepast.<sup>84</sup>

137. Subsidies worden toegekend door het Vlaams Audiovisueel Fonds ("VAF") dat door de Administratie Media van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap werd opgericht. Onder de algemene koepel van het VAF vallen thans drie fondsen: het VAF/Filmfonds, het VAF/Mediafonds en het VAF/Gamefonds. Deze fondsen steunen voornamelijk het schrijven van scenario's, de ontwikkeling, productie en promotie van films, TV reeksen en games maar ook, bijvoorbeeld, talentontwikkeling. Elk van de drie fondsen binnen het VAF heeft zijn eigen beheersovereenkomst afgesloten met de Vlaamse Gemeenschap. Deze beheersovereenkomsten bevatten eigen doelstellingen, (procedure)regels en beoordelingssystemen teneinde subsidies toe te kennen.

138. De eerste aangemelde maatregel heeft betrekking op het VAF/Mediafonds, en met name op de nieuwe beheersovereenkomst 2014-2016.<sup>85</sup> De nieuwe beheersovereenkomst voorziet een dotatie van € 4.007.000 per jaar. Nieuw is dat er binnen deze enveloppe een bedrag van € 100.000 is gereserveerd voor promotie, hoofdzakelijk voor aanwezigheid op televisiebeurzen. Er werd ook beslist om, vanaf 2014, de Vlaamse beroepsorganisaties van scenaristen, regisseurs en producenten financieel te steunen.

139. In lijn met haar vorige beslissingen,<sup>86</sup> onderzocht de Commissie de aangemelde maatregel op basis van artikel 107, lid 3, onder d), VWEU waarbij steunmaatregelen om de cultuur en de instandhouding van het culturele erfgoed te bevorderen, als verenigbaar met de interne markt worden beschouwd. Leidraad hierbij zijn de criteria vastgesteld in de Commissie haar mededeling inzake de filmsector.<sup>87</sup>

84. Besluit van de Commissie van 27 november 2002, N 681/02 (ex CP 117/02); Besluit van de Commissie van 14 december 2004, N 496/04; Besluit van de Commissie van 21 december 2005, N 467/05; Besluit van de Commissie van 9 oktober 2007, N 498/07; Besluit van de Commissie van 3 december 2009, Besluit van de Commissie van 9 oktober 2007, N 492/09; Besluit van de Commissie van 24 januari 2011, SA.32087; Besluit van de Commissie van 8 december 2001, SA.3309; Besluit van de Commissie van 8 april 2014, SA.36000. Voor een bespreking van deze besluiten, zie: J. Derenne en J. Blockx, "Chronique 'Aides d'Etat'", TBM/RCB 2014-4, p. 319-320.

85. Besluit van de Commissie van 11 april 2014 betreffende steunmaatregel SA.37869.

86. In het bijzonder, besluit van de Commissie van 27 november 2002 betreffende steunmaatregel N 681/02.

87. Mededeling van de Commissie van 14 november 2013 betreffende staatssteun voor films en andere audiovisuele werken, PB C 332 van 15 november 2013, blz. 1-11.



140. De Commissie stelde eenvoudigweg vast dat aan de staatssteuncriteria uit de mededeling is voldaan, waaronder territoriale bestedingseisen (dat een bepaald percentage van het toegekende steunbedrag wordt besteed op het grondgebied waar de steun wordt verleend) en de verplichting om steun op een transparante wijze toe te kennen.

141. Wat betreft de steun voor de beroepsorganisaties (bv. voor de vereniging van regisseurs en scenaristen of voor de onafhankelijke producenten voor tv-producties) gingen de Belgische autoriteiten ervan uit dat dit geen staatssteun uitmaakt omdat beroepsorganisaties geen ondernemingen zouden zijn. De Commissie ging evenwel niet akkoord met dit standpunt aangezien deze organisaties wel degelijk economische activiteiten kunnen verrichten. Bovendien zouden de subsidies aan beroepsorganisaties een indirect voordeel verschaffen aan de aangesloten ondernemingen die bijvoorbeeld een jaarlijkse bijdrage betalen welke lager is dan de bijdrage die zou worden gevraagd in geval van niet-subsidiëring. Evenwel valt dit gedeelte van de steunmaatregel onder de *de-minimis* regeling aangezien de steun voor een beroepsorganisatie jaarlijks beperkt zou zijn tot € 40.000.

142. De tweede aangemelde steunmaatregel heeft betrekking op het VAF/Filmfonds, en met name op de nieuwe beheersovereenkomst 2014-2018.<sup>88</sup> Het VAF/Filmfonds ondersteunt zogenaamde ‘single’ creaties – eendelige, op zichzelf staande werken – in de categorieën fictie, animatie, documentaire of FilmLab (voor meer experimentele of eigenzinnige projecten). De aangemelde regeling is een verlenging van de in 2011 goedgekeurde steunregeling, zonder wijziging van de steunverleningsvoorwaarden (in het bijzonder de steunintensiteit). Zoals in haar beslissing over het VAF/Mediafonds, toetste de Commissie de steunmaatregel aan haar Mededeling inzake de filmsector en kwam ze eenvoudigweg tot het besluit dat de maatregel in overeenstemming is met artikel 107, lid 3, onder d), VWEU.

#### Soutien des œuvres audiovisuelles – Modification du *tax shelter* pour soutenir des œuvres audiovisuelles

143. En 2003, la Belgique a mis en place une mesure d’incitation fiscale afin d’encourager la production d’œuvres audiovisuelles et cinématographiques. En contrepartie d’investissements dans cette production, une exonération fiscale est accordée (*tax shelter*).

144. Les autorités belges ont notifié à la Commission des modifications à ce régime en juin 2014 : forme de l’aide et organisation du système, position et agrément des sociétés

de production et des sociétés intermédiaires, ainsi que formulation des conditions territoriales.

145. En 2014, la Commission valide les modifications apportées à ce régime. Etant une aide initialement approuvée en 2003, compatible selon la communication cinéma de la Commission<sup>89</sup>, la Commission considère que ces modifications ne viennent pas modifier sa précédente décision. L’aide respecte toujours les conditions établies par la communication.

#### JC Decaux

146. Suite à une plainte déposée par Clear Chanel Belgium en avril 2011, la Commission a décidé, en mars 2015, d’ouvrir la procédure formelle d’examen concernant l’aide accordée par l’Etat belge à JC Decaux Belgium (« JCD »)<sup>90</sup>.

147. Un contrat entre JCD et la ville de Bruxelles de 1984 a confié à JCD l’entretien d’attributs publicitaires et en échange, JCD pouvant sans contrepartie exploiter ces espaces. Un nouveau contrat a été conclu en 1999 : il relève que les espaces publicitaires sont la propriété de la ville, et que par conséquent, leur exploitation doit être faite contre rémunération. L’ancien mobilier devait être retiré et ne plus être exploité par JCD. Cependant, JCD a continué à exploiter l’ancien mobilier jusqu’en 2010 sans aucune contrepartie.

148. En réponse à la plainte, la Commission conclut à la présence d’une aide du fait du manque à gagner pour la ville de Bruxelles et l’avantage consistant pour JCD à continuer à exploiter le mobilier sans en payer le prix alors même que le nouveau contrat faisait état d’une rémunération. Par ailleurs, la ville de Bruxelles, dans le cadre d’un appel d’offres, a demandé à ce qu’une entité s’assure de l’exploitation d’un service de location de vélos. JCD a obtenu ce marché. Dans le cadre de ce contrat, il apparaît qu’une exonération de redevance pour occupation du domaine public est concédée à JCD. La Commission intègre cette mesure dans son ouverture de la procédure formelle d’examen et écarte la notion de service d’intérêt économique général conformément aux critères *Altmark*<sup>91</sup> (la compensation n’apparaissant pas définie dans le mandat instituant JCD comme concessionnaire du service public).

149. La décision finale de la Commission n’est pas encore adoptée à ce jour.

88. Besluit van de Commissie van 11 april 2014 betreffende steunmaatregel SA.38083.

89. Communication précitée de la Commission sur les aides d’Etat en faveur des œuvres cinématographiques et autres œuvres audiovisuelles.

90. Décision de la Commission du 24 mars 2015, SA.33078 – JC Decaux Belgium Publicité.

91. Arrêt du 24 juillet 2003, *Altmark*, C-280/00, EU:C:2003:415.

## SECTEUR FINANCIER / FINANCIËLE SECTOR

## Modification au plan de restructuration d'Ethias

150. Le groupe Ethias est un opérateur économique actif sur le marché des assurances belge. En raison de son exposition au risque de liquidité et financier découlant de ses activités d'assurance-vie destinées aux particuliers et de sa forte exposition sur les parts de Dexia, Ethias a rencontré de graves problèmes de solvabilité et de liquidité.

151. En 2009, l'État fédéral et les gouvernements des régions flamande et wallonne ont accordé à la compagnie une recapitalisation d'1,5 milliard d'euros par l'intermédiaire de Vitrufin, un véhicule d'investissement.

152. Le 20 mai 2010, la Commission a approuvé les aides à la restructuration proposées sur la base d'un plan de restructuration d'Ethias, ainsi que des engagements y afférents, soumis par les autorités belges (voir la précédente recension dans cette revue).

153. Le 19 juillet 2011, les autorités belges ont demandé une prolongation de la date du désinvestissement de Ethias Banque SA, qui a été approuvée par la Commission le 12 septembre 2011. Ethias Banque SA a donc été vendue avant la fin du 2011.

154. Ethias n'ayant toutefois pas respecté deux des engagements pris dans le plan de restructuration, en particulier pour ce qui concerne la cession du portefeuille des contrats d'assurance-vie destinés aux particuliers et la rémunération des actionnaires, les autorités belges ont notifié en 2014 à la Commission une demande de changement du plan de restructuration<sup>92</sup>.

155. Les autorités belges ont en particulier demandé une autorisation à prolonger la date prévue pour la cession, par vente ou liquidation interne, du portefeuille assurance-vie jusqu'au mois de décembre 2016, au lieu de la date originale du décembre 2013, en proposant aussi des engagements supplémentaires pour la période prolongée. N'ayant pas pu procéder à la cession intégrale des contrats d'assurance-vie destinés aux particuliers, Ethias s'est limitée à en liquider une partie, réduisant la taille de son portefeuille et donc de son exposition. Les autorités belges ont proposé qu'Ethias cède ou liquide son portefeuille dans son intégralité seulement si une hausse des taux d'intérêt sur le marché lui permet de vendre les contrats sans créer de nouvelles pertes.

156. Dans le plan original de restructuration, l'engagement de Ethias de rémunérer le capital versé par l'Etat avait

été considéré par la Commission comme suffisant pour respecter le critère de répartition des charges. En 2014, les autorités belges ont affirmé que Ethias n'avait pas pu rémunérer les actionnaires publics en raison de l'impossibilité de liquider intégralement le portefeuille des assurances-vie et, en conséquence, de l'objection soulevée par la BNB selon laquelle Ethias aurait dû plutôt utiliser ses profits pour renforcer son capital, dans le cadre du futur régime de la directive européenne « solvabilité II ».

157. Afin de garantir la rémunération des actionnaires publics, Ethias a néanmoins réitéré son engagement original de distribution des dividendes, proposant de nouveaux engagements : (i) soumettre à la Commission une justification appropriée de la BNB en cas de manque de redistribution des dividendes ; (ii) soumettre à l'approbation préliminaire de la Commission toute délibération d'augmentation de capital à tout niveau du groupe ; (iii) ne pas distribuer de dividendes à l'actionnaire historique Ethias Droit Commun ; (iv) ne pas conclure d'acquisitions ou des investissements à un niveau de risque élevé. Ethias s'est aussi engagée à réorganiser la gouvernance de l'entreprise, pour permettre au véhicule d'investissement public (Vitrufin) de s'affranchir de l'influence de Ethias et notamment garantir que ses actionnaires publics puissent gérer leur participation en jouissant d'une plus grande indépendance vis-à-vis de la compagnie.

158. Dans sa décision, la Commission confirme qu'Ethias a atteint l'objectif de réduction des coûts comme prévu dans le plan de restructuration original et que les engagements proposés n'affectent donc pas la condition de répartition des charges. La Commission confirme également que les modifications apportées au plan d'affaires d'Ethias ne sont pas susceptibles de remettre en cause la limitation de la distorsion de concurrence discutée dans le plan original. En particulier, les autorités belges ont confirmé leur intention de prolonger l'interdiction d'entreprendre des acquisitions tant qu'Ethias ne sera pas en mesure de rémunérer le capital versé par l'Etat. Cette mesure est considérée suffisante pour limiter la distorsion de concurrence causée par l'aide d'Etat.

159. La Commission a donc considéré que, même si (i) les modifications proposées par Ethias sont équivalentes aux termes du plan de restructuration original, (ii) elles devraient permettre le rétablissement de la situation financière du groupe et donc la rentabilité à long terme du plan de restructuration, (iii) elles ne vont pas accroître le risque de distorsions de concurrence et (iv) n'engagent pas d'autres aides d'Etat.

160. La Commission approuve donc le projet de modification du plan de restructuration de Ethias.

92. Décision de la Commission du 12 juin 2014, SA.30962.



## Modification du plan de restructuration d'Ethias – Approbation de l'émission supplémentaire de dette subordonnée

161. Suite à l'approbation des modifications apportées au plan de restructuration de Ethias, les autorités belges ont notifié, en juin 2015, le plan de restructuration financier communiqué à la BNB, nécessaire pour augmenter l'indice de solvabilité de Ethias en vue de l'entrée en vigueur du régime *Solvency II*. Ensuite, le 13 octobre 2015, les autorités belges, selon les termes des engagements pris envers la Commission, et dans le cadre du plan de restructuration financier, lui ont soumis une requête formelle d'autorisation d'une opération d'augmentation du capital de Ethias, à travers une émission de dettes subordonnées de Ethias. Les termes de l'accord intervenu entre la Commission et Ethias prévoyaient en effet une interdiction pour Ethias de réaliser une augmentation de capital qui aurait potentiellement réduit la participation de l'Etat dans Ethias, à travers une dilution des actionnaires publics.

162. La Commission autorise l'opération d'augmentation du capital sur le fondement de sa mise en place à travers un instrument qui préserve la valeur juridique et économique de la participation de l'Etat belge dans Ethias et qui, en conséquence, n'affecte pas le critère de la contribution propre selon le plan d'affaires originaire<sup>93</sup>. Enfin, s'agissant de la substitution des dettes subordonnées, la Commission déclare que cette opération ne nécessite pas son autorisation car ne rentrant pas dans la définition de augmentation de capital : il s'agit en effet d'un échange d'instruments de dette avec une valeur notionnelle presque équivalente qui ne correspond donc pas à une augmentation de capital.

## RESTRUCTURATION D'ENTREPRISE / ONDERNEMING IN HERSTRUCTURERING

### Reprise des actifs de la SA Val Saint-Lambert dans le cadre de sa procédure de faillite

163. La SA Val Saint-Lambert (« VSL ») était une société, de longue date en difficulté, active dans le secteur de la production des objets en cristal de haut de gamme ou de luxe. Le tribunal de commerce de Liège a déclaré la faillite de VSL en octobre 2013. Un repreneur a fait une offre de rachat des actifs de la société en cause en février 2014. En juin 2014, les autorités belges, suite à la décision de la Commission d'ouverture de la procédure d'examen formelle relative à des mesures d'aide au sauvetage et d'aide à la restructuration octroyées à VSL, ont demandé à la Commission de se prononcer spécifiquement sur l'absence de continuité économique entre VSL et le repreneur potentiel, pour que

l'éventuelle obligation de remboursement des aides d'Etat octroyées à VSL ne soit pas étendue à ce repreneur.

164. Il s'agit d'un des exemples récents dans la pratique décisionnelle de la Commission d'une décision *sui generis*, non prévue par le règlement de procédure sur les aides d'Etat, qui se prononce sur une question essentielle parfois pour la reprise d'une société en difficulté ou en faillite. Les repreneurs potentiels exigent bien évidemment la plus grande sécurité juridique quant aux risques de récupération d'aides illégales et incompatibles grevant parfois le passé de telles entreprises.

165. Dans sa décision spécifique sur cette question, la Commission rappelle que l'article 107, paragraphe 1, TFUE, vise à la fois les aides aux entreprises et les aides à l'activité économique, et que donc il est « indispensable de s'assurer que l'activité aidée ne conserve pas le bénéfice de l'aide illégale incompatible »<sup>94</sup>. Cet examen passe par l'analyse de la question de la continuité économique entre l'entreprise acquise et l'entreprise acquéreuse. Cette continuité économique se déduit de l'évaluation de l'offre d'achat de l'acquéreur potentiel et d'un faisceau d'indices pertinents incluant l'objet du transfert, le prix du transfert, l'identité des propriétaires de l'entreprise acquéreuse et de l'entreprise reprise, le moment du transfert et la logique économique de l'opération<sup>95</sup>.

166. Sur la base de l'application de ces critères, la Commission déclare l'absence de continuité économique entre les deux entreprises en cause. En particulier, pour ce qui concerne l'objet de la vente, la Commission relève que seulement une partie des actifs (plus spécifiquement, une partie des machines) sera achetée par le repreneur et une partie de la force de travail sera recrutée *ex novo*, la reprise du contrat de bail pour une partie du bâtiment étant encore objet de négociation.

167. S'agissant des modalités de la cession des actifs, la Commission relève en particulier que l'appel d'offres inconditionnelle de la curatelle et l'estimation faite par une étude indépendante des actifs de VSL ont conduit à la formulation d'une offre à un prix de marché.

168. Le critère de l'indépendance entre les sociétés en cause est établi sur la base du fait qu'aucun lien capitalistique entre les actionnaires de VSL et le repreneur n'existe.

169. La Commission considère également que le fait que la décision de vendre les actifs de la société ait été prise par

93. Décision de la Commission du 23 octobre 2015, SA.43306.

94. Décision de la Commission du 31 juillet 2014, SA.38810, point 34.

95. Voir, notamment, arrêt du 8 mai 2003, *Italie et SIM 2 Multimedia Spa c. Commission*, C-328/99 et C-399/00, EU:C:2003:252, point 78.

la curatelle sous le contrôle du juge constitue un élément participant à exclure une continuité juridique entre le vendeur et l'acquéreur.

170. Enfin, le repreneur a démontré vouloir apporter des changements dans le mode de production de la société en faillite, comme un renouvellement du design et de l'offre de produits traités par VSL ; à ce propos, l'éventuel rachat de la marque de VSL, si elle est effectuée à des conditions non privilégiées, n'influencerait pas la conclusion de la Commission d'absence de continuité économique.

#### Val Saint Lambert SA

171. La décision de la Commission<sup>96</sup> concernant la qualification d'aides d'Etat illégales et incompatibles des mesures prises par les autorités belges envers la société VSL avant la déclaration de faillite, coïncide avec la décision *sui generis* précitée de la Commission sur l'existence d'une unité économique entre la société en faillite et l'auteur de l'offre de rachat.

172. Une première faillite est intervenue en 2008. Il s'agissait de société CVSL (Cristallerie Val Saint Lambert) dont les actifs ont été rachetés en partie par la société VSL, constituée en novembre 2008 par deux actionnaires privés : Chateaux Finances Corporation (CFC) et Promotion d'Espaces Commerciaux et Industriels (SPECI). Suite à une augmentation de capital en 2011, l'actionnariat de VSL a été élargi à la Région wallonne. Une seconde faillite intervient : il s'agit celle d'octobre 2013, de VSL.

173. En février 2013, la Commission européenne avait ouvert la procédure formelle d'examen relative à l'octroi d'aides au sauvetage et à la restructuration (notifiées par les autorités belges) et à d'autres mesures octroyées en faveur de VSL (non notifiées). En conclusion de cette procédure, la Commission a déclaré incompatibles six mesures octroyées en faveur de VSL (un prêt d'1 million d'euros à VSL ; une garantie de 150.000 euros sur un prêt reçu par la curatelle de CVSL, octroyée par la Région wallonne à travers la société wallonne de Gestion et Participations (SOGEPA) ; la cession des droits d'utilisation des marques VSL par les autorités belges à VSL ; un prêt public d'1,5 million d'euros garanti par une hypothèque sur les immeubles de VSL ; une augmentation de capital d'1,5 million d'euros par la Région wallonne ; la mise à disposition gratuite par la SPAQUE (société publique) à VSL de certains immeubles).

174. La Commission qualifie ces mesures d'aides d'Etat. En particulier, les sociétés qui ont procédé à ces mesures (SOGEPA et SPAQUE) sont entièrement publiques et ont agi à la demande du gouvernement wallon, selon les termes

de leurs statuts (« *La société a pour objet l'accomplissement de toutes les missions qui lui sont confiées par le Gouvernement wallon* »<sup>97</sup>) : les mesures ont donc engagé l'utilisation des ressources publiques et sont entièrement imputables à l'Etat. Le critère de la sélectivité est aisément rempli vu que toutes les mesures examinées ont été octroyées exclusivement en faveur de VSL. Les mesures ont bien entendu procuré un avantage à VSL car elles ont été octroyées à des conditions qui n'auraient pas pu être obtenues sur le marché. En particulier, le prêt a été accordé sans aucune sureté à une entreprise en difficulté, tandis que la garantie a été conférée sans aucune rémunération de la part de VSL. En plus, selon les termes des accords intervenus entre les parties, la banque ING n'aurait pas accordé le prêt sans la garantie publique, tandis que les autorités publiques n'avaient aucun intérêt commercial à fournir cette garantie, n'ayant aucun lien d'actionnariat avec VSL. Pour ce qui concerne la cession de la marque VSL, propriété publique, la Commission soulève des doutes à propos du fait que la licence exclusive concernant l'utilisation de celle-ci a été concédée en échange d'une obligation de maintenir la production sur le site et de maintenir un certain niveau d'emploi, donc à des conditions qui n'auraient pas été imposées par un opérateur privé. Ensuite, le prêt accordé en 2008 par les autorités belges à VSL intègre, selon la Commission, un avantage car il a été garanti par une hypothèque sur des terrains qui, étant pollués, avaient une valeur moins élevée, voire négative, par rapport à la valeur du prêt même. Il s'agit donc d'une autre opération qui n'a pas été réalisée à des conditions normales de marché.

175. L'injection de capital, en 2011, de la région wallonne ne présente pas un caractère *pari passu* par rapport à l'augmentation de capital souscrite par un autre actionnaire, CFC : en effet, l'apport de la région wallonne intervient à l'occasion d'une augmentation de capital, tandis que CFC a apporté une créance détenue envers une filiale. La Commission a donc souligné le caractère non avisé de la conduite de la région, par rapport au principe de l'investisseur privé en économie de marché, d'autant plus que l'augmentation de capital aggravait une dette de VSL envers la région wallonne. L'opération de soutien financier n'a pas non plus été mise en place sur la base d'un plan d'affaires mais suite à une projection financière, qui ne donne aucune information sur la rémunération du capital injecté par l'actionnaire public. Enfin, la mise à disposition gratuite, par la SPAQUE en faveur de VSL, de certains immeubles, est un avantage équivalent au montant des loyers que VSL aurait dû payer à un opérateur privé en économie de marché.

176. S'agissant des critères de distorsion de concurrence et d'affectation des échanges entre les Etats membres, la Commission relève la nature du marché en cause, sur

96. Décision de la Commission du 31 juillet 2014, SA.34791.

97. *Ibidem*, point 69.



lequel les clients ont le choix entre plusieurs opérateurs et plusieurs marques, ce qui entraîne que « toute aide reçue par un des producteurs présents sur ce segment entraîne une distorsion de concurrence chez les autres »<sup>98</sup>.

177. La Commission considère ensuite, sur la base de l'article, 107, paragraphe 3, TFUE, en application des critères des lignes directrices des aides au sauvetage et à la restructuration, que CVSL et VSL sont des entreprises en difficulté, à partir, respectivement, de la déclaration de faillite et de la date de la procédure de réorganisation judiciaire.

178. La Commission confirme la continuité économique entre les deux sociétés, sur la base de l'examen de l'objet de la vente (la presque totalité des actifs de CVSL), du prix de transfert (qui ne correspond pas au prix de marché, car l'achat des actifs a été conditionné à la reprise intégrale des contrats de travail et la cession des droits d'utilisation des marques a été soumise à des termes que n'aurait pas acceptés un opérateur privé) et de la logique économique de l'opération. La Commission en conclut que l'avantage octroyé à CVSL suite à l'octroi de la garantie a été transmis à VSL. Il en résulte que le prêt de 1 million d'euros octroyé à VSL en 2012 était incompatible sur la base de la violation du principe de non-réurrence des lignes directrices sur les aides au sauvetage et à la restructuration.

179. Le 23 décembre 2015, la SOGEPa a introduit un recours auprès du Tribunal pour partiellement annuler cette décision de la Commission. Ce recours a été déclaré irrecevable pour manque de clarté et pour expiration du délai de recours<sup>99</sup>.

#### Diepgaand onderzoek naar steun van LRM en PMV voor Ducatt NV

180. Tussen 2012 en 2014 investeerden de Limburgse Reconvertie Maatschappij (LRM) en de Participatie Maatschappij Vlaanderen NV (PMV) in Ducatt, een Belgische producent van glas voor zonnepanelen. Ze boden kapitaalverhogingen en aandeelhoudersleningen aan, waarvan een deel in aandelenkapitaal werd omgezet. In 2015 stapten bij een herkapitalisatie alle bestaande aandeelhouders, op LRM na, uit de onderneming en traden er nieuwe aandeelhouders toe. Dit ging gepaard met een herschikking van aandeelhoudersleningen, die voor een deel werden afgeschreven. Bij elkaar genomen kwamen deze maatregelen neer op circa € 40 miljoen financiële steun van LRM en PMV aan Ducatt.

181. In november 2014 ontving de Commissie een klacht van een Duitse concurrent van Ducatt NV dat er sprake was van onrechtmatige financiële steun door deze twee regionale ontwikkelingsmaatschappijen.

182. De Commissie haar voorlopig standpunt was dat LRM en PMV niet als particuliere investeerders hebben gehandeld aangezien dergelijke investeerders niet meer dan vijf jaar lang zwaar geïnvesteerd zoude hebben in een verliesgevende onderneming en er evenmin zouden mee ingestemd hebben om sommige leningen om te zetten in kapitaal en andere af te schrijven.<sup>100</sup>

183. Aangezien de Commissie meende dat er prima facie steun werd verleend, ging ze tevens na of deze steun aan Ducatt alsnog als verenigbaar kan worden verklaard. Hiertoe moet aan de criteria van de Richtsnoeren Reddings- en Herstructureringssteun worden voldaan.<sup>101</sup> Deze Richtsnoeren laten staatssteun voor ondernemingen in moeilijkheden alleen onder een aantal strikte voorwaarden toe. De Richtsnoeren eisen onder meer dat de begunstigde ondernemingen een doortimmerd herstructureringsplan uitwerken dat op realistische hypothesen is gebaseerd en hen in staat stelt om op de lange termijn opnieuw levensvatbaar te worden. Reddings- en herstructureringssteun mag maar eenmaal over een periode van 10 jaar worden verleend (het zgn. eenmaligheidsbeginsel).<sup>102</sup> De Commissie was echter van oordeel dat geen van de gronden voor verenigbaarheid op grond van de Richtsnoeren op het eerste gezicht vervuld is. Tevens had ze vragen of de Belgische Staat wel als particuliere aandeelhouder heeft gehandeld. Bijgevolg opende de Commissie de formele onderzoeksprocedure.

#### REGIONALE STEUN – AIDE REGIONALE

##### *Regionale steunkaart voor 2014 – 2020 voor België*

184. De Europese Commissie keurde op 16 september 2014 de regionale-steunkaart voor de periode van 2014 tot 2020, die de Belgische Staat had aangemeld op 9 april 2014, goed.<sup>103</sup> In haar beslissing oordeelde de Europese Commissie dat de regionale-steunkaart voldeed aan alle voorwaarden van de richtsnoeren. Zo keurde de Europese Commissie de provincie Henegouwen goed als 'vooraf vastliggend steungebied onder artikel 107, lid 3, sub c)', aangezien de provincie Henegouwen in de periode 2011 – 2013 een

98. *Ibidem*, point 126.

99. Ordonnance du 23 décembre 2015, *Sogepa c. Commission*, T-761/15, EU:T:2016:514.

100. Besluit van de Commissie van 19 mei 2016 betreffende steunmaatregel SA.39990.

101. Mededeling van de Commissie, Communautaire richtsnoeren inzake reddings- en herstructureringssteun aan ondernemingen in moeilijkheden, 2004/C 244/02, PB C 244, 1.10.2004, blz. 2-17.

102. *Ibid.*, punt 70-75.

103. Besluit van de Commissie van 16 september 2014 betreffende steunmaatregel SA.38577.

steungebied was onder artikel 107, lid 3, sub a) VWEU.<sup>104</sup> Daarnaast keurde de Europese Commissie ook de lijst met 'niet vooraf vastliggende steungebieden op grond van artikel 107, lid 3, sub c)' goed, net als de voorgestelde maximale steunintensiteiten en de verhoogde steunintensiteiten voor kmo's.

#### COMPENSATION DE SERVICES ECONOMIQUE D'INTERET GENERAL / STAATSSTEUN IN DE VORM VAN COMPENSATIE VAN DIENSTEN VAN ALGEMEEN ECONOMISCH BELANG

##### Hôpitaux publics IRIS

185. Cette procédure concerne des financements accordés par les autorités publiques bruxelloises pour compenser les déficits enregistrés par les hôpitaux publics IRIS de la Région de Bruxelles-Capitale liés à la prestation de services de santé et d'action sociale d'intérêt économique général. Après plusieurs péripéties judiciaires (voir précédente recension), la Commission a finalement conclu, en juillet 2016, à la compatibilité des aides en cause avec le marché intérieur<sup>105</sup>.

186. En 2005, la Commission a reçu une plainte déposée par deux associations d'hôpitaux privés bruxellois – à savoir, la Coordination bruxelloise d'institutions sociales et de santé (CBI) et l'Association bruxelloise des institutions de soins privées (ABISP) – à l'encontre de l'Etat belge concernant le supposé octroi, depuis 1995, d'aides illégales et incompatibles avec le marché intérieur aux cinq hôpitaux publics bruxellois du réseau IRIS. Dans leur plainte, les plaignants affirmaient notamment que les mesures de financement public destinées à couvrir les déficits des hôpitaux publics bruxellois exclusivement dépassaient le cadre des mesures de financement public prévues par la législation belge sur les hôpitaux applicable indifféremment aux hôpitaux publics et privés. En outre, ils soutenaient que ces mesures étaient peu transparentes et que la définition et le mandement des missions de service public imposées aux hôpitaux publics bruxellois manquaient de clarté.

187. Suite à un examen des informations complémentaires fournies par les autorités belges à sa demande, la Commission a estimé, à titre préliminaire, que les arguments avancés par les plaignants n'étaient pas justifiés. Les plaignants ont été formellement informés de cet avis préliminaire par la Commission dans une lettre du 10 janvier 2008 et ont été invités à soumettre de nouveaux éléments

permettant d'étayer plus en détail leur plainte. Après avoir reçu des informations complémentaires de la part des plaignants, la Commission a néanmoins confirmé son appréciation préliminaire dans une lettre adressée aux plaignants le 10 avril 2008.

188. Les plaignants ont introduit deux recours en annulation auprès du Tribunal à l'encontre des deux lettres de la Commission, estimant que celles-ci étaient des décisions de la Commission<sup>106</sup>. Les procédures ont cependant été suspendues par le Tribunal jusqu'à la fin du mois d'octobre 2009 dans la mesure où la Commission a informé ce dernier de son intention d'adopter une décision sur la base du règlement n° 659/1999. Dans sa décision du 28 octobre 2009<sup>107</sup>, la Commission a décidé de ne pas soulever d'objections à l'égard de ces mesures de financement public en faveur des hôpitaux publics bruxellois, celles-ci étant jugées compatibles avec le marché intérieur au regard des conditions applicables aux services d'intérêt économique général (SIEG)<sup>108</sup>.

189. Faisant suite à cette décision de la Commission de ne pas soulever d'objections, la CBI a introduit un nouveau recours en annulation de cette décision devant le Tribunal estimant que cette dernière avait violé ses droits procéduraux et que la Commission aurait dû initier la procédure formelle d'examen en exprimant des doutes sérieux quant aux missions de services d'intérêt économique général complémentaires des hôpitaux publics bruxellois. Dans son arrêt du 7 novembre 2012, le Tribunal a donné raison à la plaignante et a annulé la décision litigieuse en jugeant que la Commission aurait dû procéder à l'ouverture de la procédure formelle d'examen afin de recueillir des informations complémentaires des parties intéressées en raison des doutes existants quant à la compatibilité avec le marché intérieur des mesures de financement en question<sup>109</sup>.

190. Cette procédure a été formellement ouverte en octobre 2014 en vertu de l'article 108, paragraphe 2,

104. Besluit van de Commissie van 16 september 2014 betreffende steunmaatregel SA.38577, punt 18.

105. Décision de la Commission du 5 juillet 2016 concernant l'aide d'Etat SA.19864 – 2014/C (ex 2009/NN54) mise à exécution par la Belgique. Financement des hôpitaux publics IRIS en Région de Bruxelles-Capitale.

106. Ordonnance du 5 mai 2010, *CBI et ABISP c. Commission*, T-128/08 et T-241/08, EU:T:2010:175.

107. JO C 74 du 24.3.2010, p. 1.

108. Plus précisément, au regard des conditions énoncées dans la décision de la Commission du 28 novembre 2005 concernant l'application des dispositions de l'article 86, paragraphe 2, du traité CE aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ainsi que directement au regard de l'article 86, paragraphe 2, du traité CE (devenu l'article 106, paragraphe 2, du TFUE) pour ce qui est des missions de service public confiées avant l'entrée en vigueur de la décision SIEG de 2005 le 19 décembre de la même année.

109. Arrêt du 7 novembre 2012, *CBI c. Commission*, T-137/10, EU:T:2012:584.

TFUE<sup>110</sup>. La procédure a révélé que les hôpitaux publics bruxellois avaient des missions supplémentaires (par exemple, obligation de traiter tout patient en toute circonstance sans tenir compte de sa capacité à payer, obligation de fournir une offre complète de soins hospitaliers de base sur des sites multiples, obligations de fournir des services sociaux étendus) par rapport à celles imposées à tous les hôpitaux privés belges contre rémunération. La Commission a également constaté que ces missions supplémentaires entraînaient des coûts conduisant nécessairement à des déficits qui pouvaient être couverts par des mesures de financement public spécifiques afin de permettre aux hôpitaux publics bruxellois de remplir leurs obligations de service public. A cet égard, la Commission a noté que, conformément aux règles applicables en matière d'aides d'Etat aux services d'intérêt économique général, en particulier la décision de la Commission du 20 décembre 2011<sup>111</sup>, les hôpitaux publics bruxellois n'avaient pas bénéficié d'une surcompensation dans la mesure où le financement public leur permettait seulement de couvrir leurs déficits effectifs.

191. Par conséquent, la Commission a déclaré, dans sa décision du 5 juillet 2016 relative au financement des hôpitaux publics bruxellois, que ces mesures de financement public étaient compatibles avec le marché intérieur en application de l'article 106, paragraphe 2, TFUE<sup>112</sup>.

#### **bpost – compensations accordées par l'Etat à bpost pour la fourniture de services publics au cours de la période 2016-2020**

192. Cette procédure<sup>113</sup> concerne un projet des autorités belges d'octroyer à l'entreprise bpost des financements publics pour la fourniture de services postaux d'intérêt économiques général sur la période 2016-2020.

193. En mars et avril 2016, la Belgique a notifié son intention d'octroyer à bpost des compensations pour la fourniture de services postaux d'intérêt économique d'un

montant de 1,3 milliard d'euros couvrant respectivement le sixième contrat de gestion relatif à différents services – en particulier, le maintien d'un réseau de distribution étendu, le paiement à domicile des pensions, l'exécution de services postaux financiers, et d'autres services ad hoc (par exemple, la livraison des imprimés électoraux, le rôle social du facteur) – pour la période 2016-2020 ainsi qu'un contrat de distribution des journaux et périodiques reconnus. Ce dernier a été attribué à bpost à l'issue d'une procédure de marché public. L'organisation d'une telle procédure de marché public avait été demandée par la Commission dans une décision précédente de 2013<sup>114</sup> relative aux compensations accordées à l'entreprise bpost dans le cadre du cinquième contrat de gestion.

194. Suite à cette notification, la Commission a procédé à un examen préliminaire de la compensation prévue par les autorités belges pour la distribution des journaux et périodiques reconnus et de celle prévue pour le financement du sixième contrat de négociation. Dans sa décision de juin 2016, la Commission a déclaré ne pas soulever d'objections à l'octroi de ces compensations.

195. S'agissant de la distribution des journaux et périodiques reconnus, la Commission qualifie bien la compensation en question d'aide d'Etat : après avoir examiné les caractéristiques de la procédure de marché public organisée par les autorités belges, la Commission a considéré que la quatrième condition de l'arrêt *Altmark*<sup>115</sup> n'était pas remplie. Autrement dit, il ne peut être exclu que la compensation octroyée pour la distribution des journaux et périodiques reconnus confère un avantage économique à l'entreprise bpost qu'elle n'aurait pas pu recevoir dans les conditions normales du marché. Sur le fondement de l'article 106, paragraphe 2, du TFUE et plus précisément de l'encadrement sur les services d'intérêt économique général du 20 décembre 2011<sup>116</sup>, la Commission déclare l'aide en question compatible avec le marché intérieur.

196. S'agissant du sixième contrat de gestion, la Commission a également qualifié cette compensation d'aide d'Etat à l'issue de son examen préliminaire. Cette compensation est en effet financée sur le budget de l'Etat. Ne satisfaisant pas aux quatre critères cumulatifs de l'arrêt *Altmark*, elle

110. JO C 437 du 5.12.2014, p. 10.

111. Décision de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général, JO L 7 du 11.1.2012, p. 3–10.

112. Décision (UE) 2016/2327 de la Commission du 5 juillet 2016 concernant l'aide d'Etat SA.19864 — 2014/C (ex 2009/NN54) mise à exécution par la Belgique — Financement des hôpitaux publics IRIS en Région de Bruxelles-Capitale, JO L 351 du 22.12.2016, p. 68.

113. Décision de la Commission du 3 juin 2016, aide d'Etat SA.42366 (2016/N) – Belgique. – compensations accordées par l'Etat à bpost pour la fourniture de services publics au cours de la période 2016-2020 (décision contestée par la Vlaamse Federatie van Persverkopers VZW, T-726/16).

114. Décision du 2 mai 2013, SA.31006 – Belgique. Compensations accordées par l'Etat à bpost pour la fourniture de services publics au cours de la période 2013-2015.

115. Arrêt du 24 juillet 2003, *Altmark*C-280/00, EU:C:2003:415.

116. Communication de la Commission relative à l'application des règles de l'Union européenne en matière d'aides d'Etat aux compensations octroyées pour la prestation de services d'intérêt économique général, JO C 8, 11.1.2012, p. 15-22. La décision de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du TFUE n'a pas été appliquée en raison du dépassement des seuils de la compensation prévue.

procure en outre un avantage économique bpost. Elle est par ailleurs sélective. Enfin, la compensation introduit des distorsions de concurrence et a des effets sur le commerce. La Commission décide que celle-ci est toutefois compatible avec le marché intérieur sur la base de l'article 106, paragraphe 2, du TFUE.

197. La décision de juin 2016 de la Commission de ne pas soulever d'objections à l'égard de aides examinées a néanmoins fait l'objet d'un recours en annulation (T-726/16) auprès du Tribunal le 13 octobre 2016 par la Vlaamse Federatie van Persverkopers VZW (VFP). À l'appui de son recours, la VFP invoque un moyen unique tiré de la violation par la Commission européenne de ses droits procéduraux en adoptant la décision attaquée et en n'ouvrant pas la procédure formelle prévue à l'article 108, paragraphe 2, TFUE. La VFP estime en effet que les (supposés) difficultés sérieuses rencontrées par la Commission lors de son examen préliminaire de la compatibilité de la compensation pour la fourniture du service d'intérêt économique général de distribution de la presse avec le marché intérieur devaient l'amener à décider d'ouvrir la procédure formelle d'examen.

## SECTEUR FISCAL / BELASTINGSECTOR

### Régime d'exemption fiscale des bénéfices excédentaires (*Belgian Excess Profit*)

198. Le 19 décembre 2013, la Commission européenne a demandé à la Belgique de lui fournir des informations supplémentaires à propos du système de décisions fiscales anticipées (*tax ruling*) relatives aux bénéfices excédentaires. Il s'agit d'un régime fiscal qui permet aux sociétés résidentes qui font partie d'un groupe multinational de réduire leur base imposable en Belgique des bénéfices excédentaires : est déduite du bénéfice réellement réalisé par la société une estimation du bénéfice moyen d'une entreprise qui n'est pas membre d'un groupe et qui exerce une activité comparable sur le territoire belge ; le bénéfice excédentaire ainsi obtenu ne rentre pas dans le calcul de la base imposable. L'objectif déclaré est de ne pas imposer en Belgique la partie des bénéfices qui découle des économies d'échelle ou d'autres avantages découlant du groupe. Pour pouvoir bénéficier de ce régime, il est néanmoins nécessaire d'obtenir une décision anticipée des autorités fiscales belges. Le texte de loi introduisant cette disposition fiscale en déclare le but, c'est-à-dire « d'éviter ou de supprimer une double imposition (possible) »<sup>117</sup>.

199. Dans son appréciation de la mesure, la Commission européenne qualifie la mesure en cause en tant que régime,

au sens de l'article 1, point d), du règlement 2015/1589. La conséquence principale de cette qualification est que la décision de la Commission sur les aides octroyées s'applique à tous les tax rulings prononcés sur la base de ce régime, sans que la Commission soit forcée de procéder à une analyse spécifique de chaque cas particulier et de chaque décision anticipée.

200. Les différentes conditions de l'aide d'Etat sont analysées comme suit.

201. L'exonération est imputable à l'Etat belge car elle est accordée par l'administration fiscale à travers des décisions anticipées. La mesure en cause implique en plus l'engagement des ressources de l'Etat, même si il n'y a aucun transfert direct de ressources d'Etat.

202. Pour ce qui concerne les critères de l'affectation des échanges entre Etats membres et de la distorsion de concurrence, la décision de la Commission souligne que les bénéficiaires du régime font tous partie de groupes internationaux : le régime peut, en conséquence, influencer les choix de l'opérateur économique de s'implanter dans un Etat plutôt que dans un autre et renforcer la position de l'entreprise bénéficiaire envers ses concurrents, suite à la réduction des charges qui grèvent normalement les autres opérateurs du secteur. D'ailleurs, la Belgique a fait la promotion de ce régime auprès des investisseurs étrangers sous le slogan « only in Belgium »...

203. S'agissant de l'avantage sélectif, la Commission détermine en premier lieu le système de référence, en particulier le système d'imposition fiscale sur les revenus des sociétés ayant un établissement stable en Belgique, dont l'objet est d'imposer de la même manière les bénéfices de toutes les sociétés résidentes en Belgique. Le principe à la base de ce régime est celui selon lequel les sociétés résidentes ou exerçant leurs activités par l'intermédiaire d'un établissement stable en Belgique sont taxées sur le total de leur bénéfice imposable, sauf en présence d'accords internationaux sur la double imposition. Dans le cadre de ce système, le régime qui bénéficie aux sociétés parties d'un groupe doit être considéré comme une dérogation entraînant une inégalité de traitement entre les contribuables concernés. A ce propos, la Commission se prononce comme suit : « En effet, lorsqu'une mesure fiscale entraîne une réduction injustifiée de l'impôt du par les bénéficiaires qui, en l'absence de cette mesure, devraient acquitter un impôt plus élevé en vertu du système de référence, cette réduction constitue à la fois la dérogation au système de référence et l'avantage conféré par la mesure fiscale »<sup>118</sup>. L'avantage découlant d'une base

117. Article 185, paragraphe 2, point b) du Code des impôts sur les revenus (CIR) 92.

118. Décision (UE) 2016/1699 de la Commission du 11 janvier 2016 relative au régime d'aides d'Etat concernant l'exonération des bénéfices excédentaires SA.37667 (2015/C)

imposable réduite est considéré dans la décision en cause comme sélectif *de jure*, car le critère de sélection utilisé par l'Etat belge est lié à la structure propriétaire de la société en cause (en particulier, le fait de participer à un groupe international). Mais la Commission va plus loin et souligne un deuxième critère de sélection qui dérive indirectement du fait que, pour être imposée selon le régime en cause, le bénéficiaire doit obtenir une décision anticipée, qui, étant octroyée seulement pour des situations ou opérations futures, ne peut que concerner des sociétés qui déplacent *ex novo* une partie de leur activité sur le territoire de la Belgique.

204. En conséquence, selon la Commission, « l'obligation de la « situation nouvelle », qui découle de l'obligation de demander une décision anticipée au préalable pour bénéficier de l'exonération des bénéfices excédentaires, engendre de plein droit, une sélectivité entre les groupes multinationaux qui modifient leur modèle d'entreprise en mettant en place de nouvelles activités en Belgique et tous les autres opérateurs économiques (y compris les groupes multinationaux) qui continuent de suivre des modèles d'entreprise existants en Belgique »<sup>119</sup>.

205. En outre, le régime en cause a été considéré comme sélectif *de facto*, pour les raisons qui suivent : l'exonération des bénéfices excédentaires concerne les gains tirés des synergies, économies d'échelle et d'autres avantages découlant de l'appartenance à un groupe multinational. L'examen de la Commission a conclu que les synergies nécessaires pour obtenir le bénéfice fiscal exigent une taille des activités importante, pour pouvoir justifier la formulation d'une demande de décision anticipée. Cela intègre donc un élément ultime de sélectivité, « étant donné que seules les entités belges faisant partie d'un groupe multinational de grande taille, ou au mieux de taille moyenne, peuvent effectivement bénéficier de l'exonération des bénéfices excédentaires, et non les entités faisant partie d'un groupe multinational de taille modeste »<sup>120</sup>.

206. Enfin, la Commission exclut que la mesure en cause soit justifiée par la nature et l'économie générale du système fiscal, en rejetant les arguments du gouvernement belge selon lequel le régime répondrait à la nécessité d'éviter une double imposition potentielle des assujetties. En effet, la Commission relève que le régime fiscal en cause ne constitue pas une solution pour éviter réellement une double imposition du bénéficiaire en cause, car aux fins d'obtenir une exonération des bénéfices excédentaires il n'est pas requis de démontrer que les gains exclus du calcul

de la fiscalité belge soient inclus dans la base imposable d'une autre société, faisant partie du même groupe, et effectivement taxés sur un autre territoire fiscal.

207. Après avoir qualifié la mesure en tant qu'aide, la Commission exclut toute compatibilité sur la base du principe que les aides au fonctionnement (dont la mesure en cause fait partie) ne peuvent pas en principe être exemptées, car elles « ne sont pas limitées dans le temps, dégressives ou proportionnées à ce qui est nécessaire pour remédier à un désavantage économique spécifique »<sup>121</sup>.

208. La décision négative de la Commission a été contestée par presque tous les bénéficiaires identifiés devant le Tribunal. L'Etat belge a tenté de suspendre l'exécution de la décision mais son recours a été rejeté<sup>122</sup>. Tous les recours sont en cours d'examen par le Tribunal au moment d'écrire ces lignes<sup>123</sup>.

209. Par ailleurs, en concertation avec la Commission, l'Etat belge a adopté une loi pour assurer le remboursement des aides déclarées illégales et incompatibles par la Commission au travers de procédures de redressement fiscal<sup>124</sup>. L'Etat belge aurait très bien pu demander le remboursement par de simples lettres de mise en demeure sans passer par de lourds redressements fiscaux. Il semble que la voie la plus favorable aux multinationales américaines a été choisie (elles peuvent en effet faire valoir le redressement fiscal

121. Décision précitée, point 191.

122. Ordonnance du 19 juillet 2016, *Belgique c. Commission*, T-131/16 R, EU:T:2016:427.

123. T-131/16 *Belgique c. Commission* ; T-444/16 *Vasco Group & Astra Sweets c. Commission* ; T-681/16 *Henkel Electronic Materials (Belgium) c. Commission* ; T-370/16 *Anheuser-Busch Inbev & Ampar c. Commission* ; T-373/16 *Vic-taulic c. Commission* ; T-278/16 *Atlas Copco Airpower & Atlas Copco c. Commission* ; T-858/16 *Dow Corning & Dow Corning Europe c. Commission* ; T-263/16 *Magnetrol International c. Commission* ; T-265/16 *Puratos e.a. c. Commission* ; T-311/16 *Siemens Industry Software c. Commission* ; T-321/16 *Ansell Healthcare Europe c. Commission* ; T-319/16 *BASF Antwerpen c. Commission* ; T-335/16 *Esko-Graphics c. Commission* ; T-369/16 *Luciad c. Commission* ; T-363/16 *Zoetic Belgium c. Commission* ; T-324/16 *VF Europe c. Commission* ; T-343/16 *Trane c. Commission* ; T-350/16 *Kinopolis Group c. Commission* ; T-371/16 *BP Aromatics c. Commission* ; T-388/16 *Eval Europe c. Commission* ; T-420/16 *SJM Coordination Center c. Commission* ; T-467/16 *Flir Systems Trading Belgium c. Commission* ; T-357/16 *Punch Powertrain c. Commission* ; T-373/16 *Victaulic Europe c. Commission* ; T-201/16 *Soudal c. Commission* ; T-351/16 *Belgacom International Carrier Services c. Commission* ; T-637/16 *Wabco Europe c. Commission* ; T-800/16 *Mayekawa Europe c. Commission* ; T-867/16 *Nomacorc c. Commission* ; T-832/16 *Celio International c. Commission*.

124. Loi-programme du 25 décembre 2016, articles 100 à 119, Moniteur belge du 29 décembre 2016, deuxième édition, pp. 90879 à 90807.

(ex 2015/NN) mis en œuvre par la Belgique, JO L 260 du 27.9.2016, p. 61-103, point 131.

119. Décision précitée, point 139.

120. Décision précitée, point 140.

belge pour obtenir éventuellement un crédit d'impôt aux Etats-Unis, ce qui rendrait le remboursement fiscal belge indolore).

### Taxe sur le chiffre d'affaires du secteur du diamant

210. La Commission européenne s'est prononcée à propos du régime fiscal appliqué au secteur des diamants en Belgique (initialement notifié et ensuite modifié par l'Etat). Ce régime prévoit un calcul de l'impôt des commerçants de diamants sur une base fixe, déterminée de façon forfaitaire suite à une étude de marché comparative<sup>125</sup>.

211. La décision se concentre sur les deux premiers critères de l'aide d'Etat. La Commission identifie un avantage dans le fait que la base imposable forfaitaire ne permet pas d'exclure que certains grossistes paieraient moins d'impôts selon ce régime par rapport au régime fiscal ordinaire. La Commission conclut par contre à l'absence de sélectivité de la mesure car l'exception au système fiscal de référence est justifiée, selon la Commission, par le fait que la détermination de l'assiette fiscale ordinaire pour le secteur des diamants est facilement manipulée par les assujettis, en dépendant en grande partie de la valeur de l'inventaire diamantaire. Un système qui prévoit donc l'application d'un valeur forfaitaire remédierait aux cas des fraudes et aux difficultés d'évaluation par l'administration fiscale des déclarations des assujettis.

212. La condition de la sélectivité n'étant pas remplie, la Commission déclare que la mesure instaurant un régime alternatif d'imposition fiscale pour le secteur des diamants ne constitue pas une aide d'Etat au sens de l'article 107, paragraphe 1, TFUE.

### 3. Jurisprudence du Tribunal et de la Cour de justice de l'Union européenne

#### Affaire C-270/15 P, Belgique c. Commission – filière bovine

213. Cette affaire concerne un régime général instauré par la Belgique prenant la forme d'un financement destiné à couvrir les frais des tests de dépistage de l'encéphalopathie spongiforme (EBS) obligatoires sur certains animaux.

214. Le règlement (CE) n° 999/2001 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2001 a établi des règles de prévention, de contrôle et d'éradication des encéphalopathies spongiformes transmissibles (EST) adoptées à la suite de la crise due à l'encéphalopathie spongiforme bovine

(ESB). Ce règlement enjoint aux Etats membres de l'Union d'effectuer des tests de dépistage de l'ESB sur certains animaux – à savoir, des bovins, des ovins, et des caprins – risquant d'être infectés par une encéphalopathie spongiforme transmissible.

215. Suite à l'adoption de ce règlement, les autorités belges ont financé, en partie ou en totalité lesdits tests de dépistage à effectuer par les entreprises de la filière bovine. Le financement desdits tests, dont les dispositions n'ont pas été prévues par le règlement n° 999/2001, a été effectué par les autorités belges du janvier 2001 à décembre 2005.

216. Faisant suite à plusieurs plaintes concernant ce financement octroyé par les autorités belges, la Commission a décidé, en juillet 2011, qu'un tel financement ou une partie de celui-ci était constitutif d'une aide d'Etat dans la mesure où, notamment, il a été effectué à partir de ressources publiques et a fourni un avantage économique sélectif aux entreprises de la filière bovine sur le territoire belge.

217. Les autorités belges ont introduit un recours en annulation devant le Tribunal contre cette décision de la Commission. Leur moyen unique était tiré du fait que ce financement ne constituait pas une aide d'Etat, n'octroyant aucun avantage économique sélectif aux entreprises de la filière bovine. Dans un arrêt du 25 mars 2015<sup>126</sup>, le Tribunal rejette ce recours en annulation en considérant que le financement en question constituait un allègement d'une charge grevant normalement le budget d'une entreprise. Ce financement octroyait donc un avantage économique sélectif auxdites entreprises parce qu'il n'était pas disponible pour les « entreprises d'autres secteurs » (point 110), la condition de sélectivité devant s'apprécier en référence à la « totalité des entreprises » et non pas en référence « aux entreprises bénéficiaires d'un même avantage à l'intérieur d'un même groupe » (point 114).

218. Sur pourvoi devant la Cour, la Belgique a soutenu, d'une part, que le Tribunal avait commis des erreurs de droit et avait méconnu l'obligation de motivation lui incombant concernant l'existence d'un avantage sélectif au sens de l'article 107, paragraphe 1, TFUE et, d'autre part, que le Tribunal avait commis des erreurs de droit et avait manqué à son obligation de motivation relative à la condition de la sélectivité de l'aide.

219. La Cour rejette ces deux moyens de pourvoi<sup>127</sup>. L'intérêt de l'arrêt de la Cour, rendu le 30 juin 2016, réside essentiellement dans son appréciation du second moyen

125. Décision de la Commission du 29 juillet 2016 – Aide d'Etat SA.42007 (2015/N) – Belgique. Régime alternatif d'impôt sur le revenu pour le secteur de la vente en gros de diamants.

126. Arrêt du 25 mars 2015, *Belgique c. Commission*, T-538/11, EU:T:2015:188.

127. Arrêt du 30 juin 2016, *Belgique c. Commission*, C-270/15 P, EU:C:2016:489.



invoqué par la Belgique à l'appui de son pourvoi dans la mesure où ce dernier pose la difficile question de l'étendue du cadre de référence devant être retenue pour l'appréciation de la condition de sélectivité dans le cadre d'un régime d'aide général.

220. La Belgique soutenait notamment que les entreprises de la filière bovine se trouvaient dans une situation factuelle et juridique comparable à celle de toutes les entreprises obligées réglementairement d'effectuer des contrôles avant d'introduire leurs produits sur le marché. La Belgique soutenait aussi que le Tribunal avait omis de préciser quelles étaient les « entreprises d'autres secteurs », ces dernières pouvant être soumises à des tests possédant des caractéristiques bien différentes (quant à leur nature, objectifs, coûts, et périodicité), au-delà du caractère obligatoire ou non de ces derniers. En conséquence, ces tests ne seraient pas comparables à ceux imposés aux entreprises de la filière bovine. Dès lors, la condition de sélectivité visée à l'article 107, paragraphe 1, TFUE ne pourrait être remplie puisque le régime d'aide général s'appliquerait à toutes les entreprises de la filière bovine, lesquelles seraient dans une situation factuelle et juridique comparable.

221. Selon la Cour, il convient de différencier une aide individuelle d'un régime d'aide général. Dans le cas d'une aide individuelle, l'identification de l'avantage économique procuré par une mesure permet, selon la Cour, de « présumer de sa sélectivité » (point 49). Par contre, dans le cas d'un régime d'aide général, l'identification de l'avantage économique sélectif requiert non seulement le constat que la mesure octroie un avantage économique général mais aussi que celle-ci le « fait au bénéfice exclusif de certaines entreprises ou de certains secteurs d'activités » (point 49).

222. Dans la mesure où le financement public des tests de dépistage constitue un régime d'aide général procurant un avantage économique à portée générale applicable à toutes les entreprises de la filière bovine, la Cour considère tout d'abord qu'il incombait effectivement à la Commission de vérifier si cette mesure « le faisait au bénéfice exclusif de certaines entreprises ou de certains secteurs d'activités » (point 50).

223. La Cour juge en outre que le Tribunal a correctement jugé que le financement en question bénéficiait exclusivement aux entreprises de la filière bovine en constatant qu'un tel avantage n'existait pas pour des entreprises d'autres secteurs devant également obligatoirement effectuer des tests avant l'introduction de leurs produits sur le marché. Quand bien même les « entreprises d'autres secteurs » n'auraient pas été identifiées précisément par la Commission, la Cour précise qu'il apparaît d'une manière non équivoque dans l'arrêt du Tribunal s'appuyant sur la décision de la Commission que la situation des entreprises

de la filière bovine « a été implicitement mais nécessairement comparée à celle de l'ensemble des entreprises qui, comme eux, sont soumises à des contrôles qu'elles devaient obligatoirement effectuer avant la mise sur le marché ou la commercialisation de leurs produits » (point 53).

224. Enfin, la Cour ajoute qu'il n'y a pas lieu de comparer les caractéristiques des tests imposés aux entreprises de la filière bovine et aux entreprises d'autres secteurs pour examiner si ces entreprises sont dans une situation comparable puisque seul le « financement par des ressources d'Etat ayant pour effet d'alléger les coûts pesant sur les bénéficiaires » (point 53) est à prendre en compte pour la qualification des aides d'Etat.

#### Affaire C-76/15, *Vervloet e.a.* – garantie aux actionnaires du groupe ARCO

225. Cette affaire trouve son origine dans le contexte de la crise financière de 2008, suite à laquelle un système de garantie a été mis en place par les autorités belges. En particulier, les personnes physiques actionnaires du groupe ARCO ont pu profiter de ce système grâce à un arrêté royal du 7 novembre 2011, notifié le jour même à la Commission (mais mis en œuvre également). La Commission a estimé en 2014 qu'il s'agissait d'une aide d'Etat incompatible avec le marché intérieur (voir section 2 plus haut).

226. Parallèlement, des actionnaires qui n'ont pas pu bénéficier de la mesure ont saisi le juge national, lequel a renvoyé à la Cour constitutionnelle pour des clarifications sur la violation du principe d'égalité (voir section 1 plus haut). La Cour constitutionnelle devait répondre à la question de savoir si la disposition litigieuse a créé une discrimination entre des personnes physiques qui sont des actionnaires de sociétés coopératives agréées actives dans le secteur financier et des personnes physiques qui sont des actionnaires d'autres sociétés actives dans ce secteur. La Cour constitutionnelle a renvoyé l'affaire à la Cour de justice à titre préjudiciel.

227. La Cour de justice<sup>128</sup> juge que le régime de garantie a conféré un avantage au groupe ARCO, même s'il y a d'autres bénéficiaires de ce régime comme les particuliers détenteurs de parts des sociétés du groupe ARCO et la banque Dexia. En plus, grâce à ce régime, ARCO était protégé contre le retrait imminent des investisseurs privés des sociétés de ce groupe et a pu contribuer à la recapitalisation de la banque Dexia.

228. Selon la Cour, il existe d'autres opérateurs économiques qui vendent leurs parts sous la forme d'actions qui

128. Arrêt du 21 décembre 2016, *Paul Vervloet e.a. c. Minister-raad*, C-76/15, EU:C:2016:975.

se trouvent dans une situation factuelle et juridique comparable à celle des sociétés coopératives et qui ne peuvent pas bénéficier du régime de garantie. Ainsi l'extension du régime belge aux sociétés coopératives leur a donné un avantage sélectif.

229. La Cour confirme ensuite pourquoi les conditions de la distorsion de la concurrence et d'affectation des échanges entre Etats membres sont bien remplies. Grâce au régime de garantie, ARCO pouvait préserver sa part de marché pendant une période plus longue et pouvait limiter le retrait de capitaux. La Cour précise qu'il n'est pas nécessaire qu'une entreprise participe aux échanges entre Etats membres. En suite de la mesure d'aide, l'activité intérieure peut être maintenue ou augmentée avec comme conséquence que les entreprises étrangères ont moins de chance d'entrer sur le marché. La Cour écarte l'argument d'ARCO selon lequel la valeur des parts détenues par les personnes est faible : la totalité des parts doit être prise en considération et pas seulement le capital garanti d'une seule personne.

230. Enfin, la condition de l'imputabilité à l'Etat et de la mobilisation des ressources d'Etat n'étant pas contestée, la Cour a confirmé que la Commission avait correctement qualifié la mesure d'aide d'Etat.

231. La Cour constitutionnelle avait aussi demandé à la Cour de justice si l'obligation de « standstill » de l'article 108, paragraphe 3, TFUE avait été respectée en l'espèce. La Cour ne s'est pas prononcée sur la date d'octroi de l'aide à ARCO, mais elle a jugé que l'obligation de notification préalable et de non mise en œuvre prévue à l'article 108, paragraphe 3, TFUE n'avait pas respectée. En effet, c'est à la même date (7 novembre 2011) que l'arrêté royal prévoyant la garantie a été adopté et été notifié à la Commission.